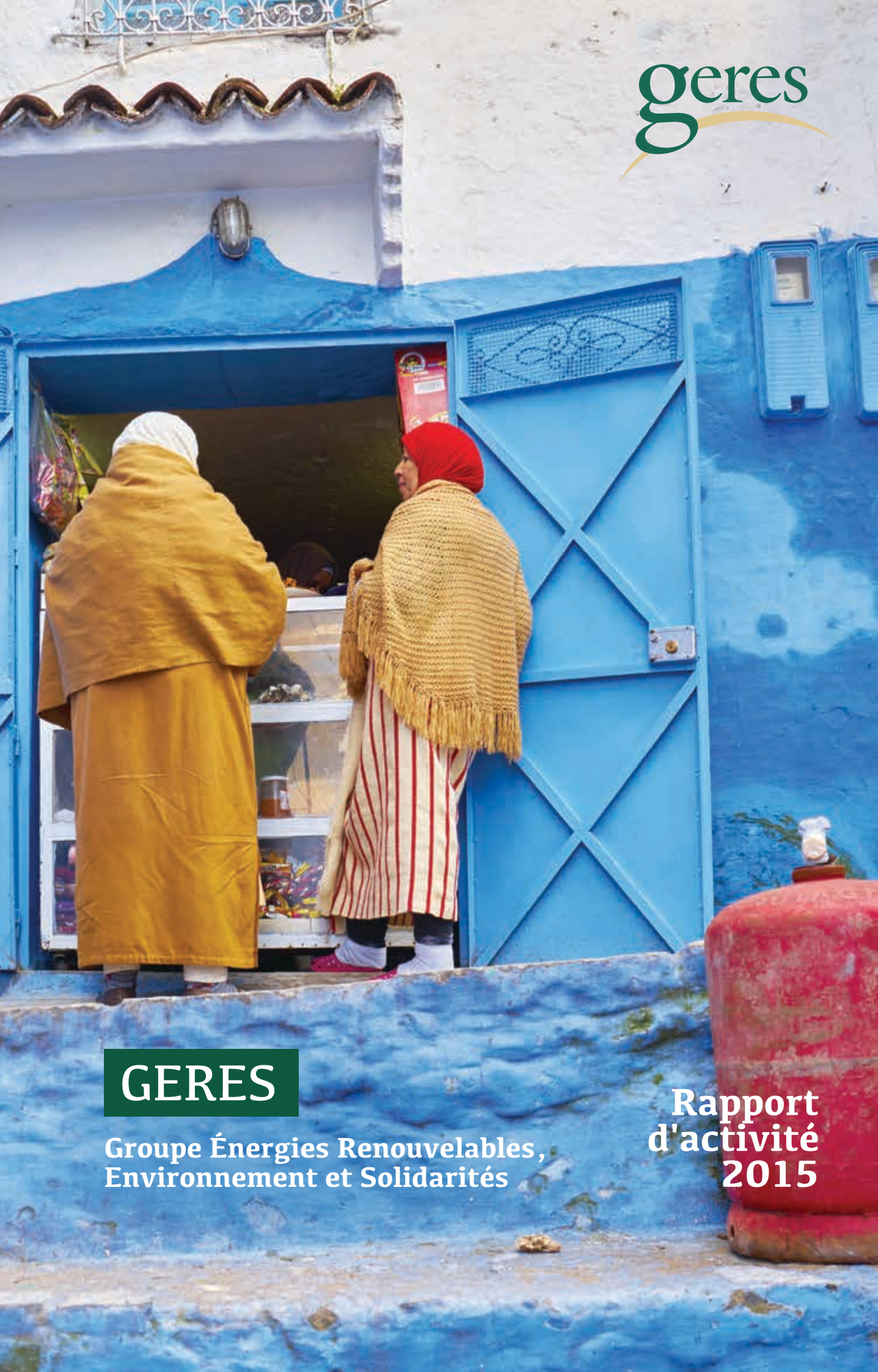




GERES

Groupe Énergies Renouvelables,
Environnement et Solidarités

Rapport
d'activité
2015

- 2 Préambule
- 3 Le GERES, 40 ans d'Histoire
- 4 Les faits marquants
- 5 Les chiffres clés
- 6 Thématiques d'intervention
- 10 Le GERES acteur de la COP21

12 *L'expertise transverse*

Conseil et services pour lutter contre les vulnérabilités énergétiques et climatiques

18 *Asie centrale*

Proposer des solutions bioclimatiques dans l'habitat et l'agriculture

22 *Asie du Sud-Est*

Utilisation durable de la biomasse énergie pour préserver les modes de vie ruraux et les ressources forestières

26 *Afrique de l'Ouest*

Relever le défi de l'accès à l'énergie pour les populations rurales

30 *Europe-Méditerranée*

Pour la transition énergétique des territoires

- 34 Médiathèque
- 35 Les femmes et les hommes du GERES
- 36 Rapport financier
 - Compte d'emploi des ressources
 - Bilan
- 40 Index partenaires
 - Partenaires financiers
 - Partenaires techniques

Bienvenue dans l'ère du bas carbone

Aujourd'hui, la transition énergétique, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, la solidarité internationale et le développement durable ne sont pas encore des préoccupations partagées par tous. Ils deviennent cependant des contraintes inévitables - ou des opportunités.

Concernant ces enjeux, nos prédécesseurs ont alerté, ont documenté scientifiquement les risques, ont sensibilisé, et ont parlé « durable ». Ils ont rencontré successivement le désintérêt, l'ignorance, le scepticisme, le déni, et se sont souvent vu pointés du doigt pour prophétiser l'apocalypse, ou pire, questionner le progrès.

Il est temps de refaire le point. 44 ans après "Les limites à la croissance", 24 ans après Rio, 19 ans après la signature de Kyoto et 11 ans après son entrée en vigueur, la Conférence de Paris de décembre dernier a montré au monde que nous sommes certainement entrés dans une nouvelle ère.

Tous s'orientent désormais vers la durabilité et le développement sobre en carbone : les gouvernements nationaux et locaux, les grandes entreprises, le secteur privé sous ses différentes formes.

Pour nous, les défis sont à reformuler : évoluerons-nous assez vite pour que les dommages - environnementaux et climatiques - restent contenus dans des limites vivables ? Évoluerons-nous ensemble, pour éviter les inégalités croissantes, à la fois dans nos sociétés et entre elles ? Saurons-nous mettre en commun suffisamment de ressources pour permettre aux plus vulnérables d'entre nous de s'adapter ?

Où en est le GERES ?

L'année 2015 a connu des changements considérables, avec le renouvellement de la direction et la visibilité de la COP21.

Comme vous le lirez dans ce rapport, les équipes du GERES sont enthousiastes à l'idée de continuer à contribuer à nos défis communs, avec nos 52 projets sur le terrain.

Les finances restent équilibrées, et nous avons commencé, humblement, à augmenter nos réserves, ce qui était la priorité de 2015. Nos programmes transversaux renforcent nos capacités d'intervention et accroissent nos impacts : sur les cuiseurs améliorés et le bois de feu depuis 2012 (StovePlus), sur le développement économique et l'accès à l'énergie depuis 2015 (EcoDev), et plus encore à venir. En 2016, le GERES célèbre ses 40 années d'existence, et nos succès sont les vôtres.

Avec votre soutien continu au fil des ans, nous continuons à faire notre part, dans l'esprit de nos fondateurs : nous retrousser les manches sur le terrain et mettre les mains dans les moteurs à huile végétale pure, le charbon de bois renouvelable, les déchets valorisables, les équipements ou les bâtiments efficaces, et dans les collaborations avec secteurs public et privé pour proposer des solutions éprouvées, adaptées au milieu local.

Notre énergie est immense, continuons à avancer ensemble !

Thierry Cabirol
Président

Mathieu Ruillet
Délégué général

Le GERES

40 ans d'Histoire

Tout commence à Alger

Au début des années 60, deux chercheurs des laboratoires de l'Université d'Alger puis de Marseille, Georges Peri et Paulin Gallet, explorent les possibilités offertes par l'héliothermie, sous la tutelle du Professeur Perrot, un des pionniers du solaire dans le bassin méditerranéen.

1976 – le solaire face au pétrole



Après le choc pétrolier nos chercheurs, rejoints par Daniel Mandineau, décident de créer à Marseille une association dont le but serait de mettre en relation le secteur privé, les chercheurs et les institutions pour développer l'utilisation de l'énergie solaire. Le GERES - Groupement pour l'Exploitation Rationnelle de l'Energie Solaire - est créé. L'idée est de faire sortir la technologie des laboratoires et de développer des alternatives au pétrole. Divers projets se construisent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : construction de maisons bioclimatiques pour les éclusiers du Port St Louis du Rhône, développement du biogaz pour la production de chaleur et d'électricité au sein d'une ferme d'élevage.

Energies > environnement > solidarités

L'association prend de l'ampleur et change de nom à plusieurs reprises. D'abord **Groupe Energies Renouvelables** en 1986, dans un contexte d'intérêt croissant pour le biogaz, le photovoltaïque et l'éolien. Puis en 1994, la notion d'**Environnement** vient mettre en avant la finalité des actions. C'est finalement en 2008 que le titre intègre **Solidarités** afin de montrer le lien entre les activités menées en France et dans les pays du Sud. Une entité **France** se dédie à la transition écologique et la valorisation des déchets en Europe.

Le déploiement international

Au **Maroc**, le GERES ouvre en **1982** un premier projet international de fours solaires à concentration pour les activités artisanales, puis un second projet favorisant l'accès à l'énergie des villageois en zones rurales.



La même année, au cours d'un voyage d'étude sur l'architecture traditionnelle au Ladakh, un étudiant constate avec surprise qu'il gèle à l'intérieur des maisons en hiver. Soucieux de ce problème, il contacte le GERES pour trouver une solution adaptée au contexte climatique de ces régions d'altitude. C'est le début de l'aventure dans l'Himalaya indien en 1983.

Bien des années plus tard, en **1994**, le GERES est sollicité au **Cambodge** pour chercher le moyen de réduire la consommation de bois utilisée dans la cuisson des aliments destinés à la pisciculture, un premier système amélioré est développé. Aujourd'hui, plus de **3,5 millions de cuiseurs efficaces ont été diffusés auprès des familles**, et le projet se réplique au Myanmar.



Au milieu des années 90, le GERES engage son action en Afrique de l'Ouest. Elle débute au **Burkina Faso** avec des séchoirs solaire pour la conservation des aliments, dont la diffusion par les petits entrepreneurs fait prendre conscience du rôle démultipliateur du secteur privé local.

À partir de **2001** des consultations sont menées au **Mali** puis des projets en **2003** au **Bénin**, qui concernent l'utilisation productive de l'électricité, la transformation agro-alimentaire et les séchoirs améliorés. Ces dernières années, les actions continuent en faveur de l'électrification rurale.

L'implantation en **Afghanistan** se fait en 2002 après la chute du régime Taliban, le pays est en ruine et il y a tout à reconstruire. Le GERES se penche sur les problématiques d'économies d'énergies. L'isolation est améliorée sur 360 000 m² de bâtiments, avec des technologies bioclimatiques. Ces solutions seront développées par la suite au **Tadjikistan** puis en **Mongolie** où les serres solaires passives permettent la production maraîchère pendant la saison hivernale.

Enfin en 2004, une équipe se spécialise sur le climat et la finance carbone, et préfigure l'unité **GERES Expertise**, dont les compétences permettent aujourd'hui de mener de larges programmes transversaux sur la cuisson améliorée ou l'appui aux entrepreneurs.

2016 – Les énergies renouvelables sont l'avenir



Cette année, le GERES célèbre ses 40 ans. Depuis ses débuts, de grands changements ont été opérés à l'échelle mondiale en matière d'approche énergétique, et de gestion des ressources naturelles.

Le changement climatique est désormais dans toutes les consciences, comme un fait indéniable contre lequel nous pouvons lutter tous ensemble à différents niveaux.

C'est pourquoi aujourd'hui, le GERES est plus que jamais engagé pour changer les choses, et décidé à faire sa part avec enthousiasme, professionnalisme et intégrité, pour développer en partenariat les solutions de demain !

Les faits marquants



3 février 2015
France 4 : reportage sur les actions du GERES en Mongolie
Un numéro spécial Mongolie de l'émission "On n'a pas fait le tour !" sur France 4 a été diffusé le 3 février. Il nous emmène en visite chez les familles bénéficiaires de l'Arkhangai découvrir comment elles cultivent leurs légumes dans les serres solaires passives conçues par le GERES.



17 avril 2015
Conférence climat : Le GERES à l'Assemblée Nationale

La société civile était conviée le vendredi 17 avril à un dialogue à l'Assemblée Nationale sur les défis que doit relever l'accord climat de Paris, sous le haut patronage du Président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Le GERES est intervenu sur le potentiel de l'Afrique en termes d'énergies renouvelables.



4-5 juin 2015
Le GERES acteur de la MEDCOP21
Sous le haut patronage du Président François Hollande, le GERES a participé à la MEDCOP21, Forum de la société civile méditerranéenne pour le climat. L'occasion de présenter ses solutions face aux changements climatiques dans la perspective du sommet de Paris en décembre.



6 juin 2015
Large consultation citoyenne sur le climat au Mali et en Afghanistan
Le GERES a participé au débat citoyen planétaire sur l'énergie et le climat en organisant simultanément deux grandes mobilisations en Afghanistan et au Mali. Ce dernier subissant d'ores et déjà les impacts du changement climatique, les débats ont été engagés et ponctués de nombreux cas concrets. En Afghanistan, 109 citoyens ont participé à la consultation, avec une parité hommes/femmes respectée.



01 mai 2015
Le GERES a un nouveau Délégué Général
La direction du GERES a changé de visages ! Mathieu Ruillet a succédé à Alain Guinebault au poste de Délégué Général et un poste de Déléguée Générale Adjointe a été créé cette année et confié à Laurence Tommasino. Toute l'équipe remercie à nouveau Alain pour ses 31 ans de carrière au sein du GERES et reste très reconnaissante de son engagement exceptionnel pour nos causes.



16 juillet 2015
Le GERES accompagne la Guinée dans l'élaboration de sa contribution pour la COP21
Vanessa Laubin, Chargée de mission territoires et adaptation pour le GERES, était invitée en tant que consultante auprès du gouvernement guinéen afin d'élaborer sa contribution nationale de lutte contre les changements climatiques du pays en vue de la COP21 à Paris.



30 novembre 2015
Trophée des Bénéficiaires du projet Huile Agonlin
Ce trophée a été décerné à GERES Bénin par les bénéficiaires du projet Huile Agonlin, au titre de « Meilleure ONG intervenant dans la région Agonlin sur la lutte contre la pauvreté et sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin ». Le trophée a été reçu au cours d'une manifestation grand-public organisée par les femmes des coopératives des communes de Covè, Zangnanado et Zakpota pour honorer GERES Bénin.



24 novembre 2015
Le GERES sur tous les fronts de la COP21
Du 30 novembre au 13 décembre 2015 s'est tenue la 21^{ème} Conférence des Parties (COP21) durant laquelle se sont réunis les représentants des pays du Nord et du Sud. Un accord historique y a été signé.



07 décembre 2015
L'Appel pour la Solidarité climatique remis à Nicolas Hulot
Le GERES et ses ambassadeurs ont remis au Grand Palais à Paris l'Appel pour la Solidarité climatique à Nicolas Hulot, envoyé spécial de François Hollande pour la protection de la planète, à une semaine seulement de la fin des négociations pour le climat à la COP21.

10 438
entrepreneurs ou entreprises soutenus ou accompagnés

796 927
bénéficiaires indirects

71
partenaires financiers

10
représentations permanentes

113
partenaires techniques

148
collaborateurs

261 374
familles ou porteurs de projets directement bénéficiaires

52
projets menés dans 19 pays

Entrepreneurs : entreprise unipersonnelle, organisations ayant une activité économique ou entreprises ayant directement bénéficié d'appuis techniques, financiers ou organisationnels pour le développement de leurs activités.

Bénéficiaires directs : personnes ou entités (chef de famille, institutions, collectivités, porteurs de projets, etc.) ayant directement et individuellement bénéficié d'une action mise en œuvre par le GERES.

Bénéficiaires indirects : membres de la famille des bénéficiaires directs pour lesquels l'action mise en œuvre par le GERES impacte effectivement l'ensemble du ménage.

INTERVENTION	Directe	Indirecte
Europe-Méditerranée	●	●
Asie du Sud-Est	●	
Asie Centrale	●	
Afrique de l'Ouest	●	●
Expertise	●	●

Chiffres clés

Au Nord,

le GERES mobilise les particuliers et les entreprises et les accompagne dans la réduction de leurs émissions. Il exerce au niveau international un plaidoyer pour la mise en place de politiques climatiques ambitieuses, pour leur déploiement rapide, et pour l'intégration de la solidarité dans les mécanismes de financements associés, tels que la compensation carbone éthique.

Thématiques



ACCÈS À L'ÉNERGIE

Au Nord comme au Sud, il est indispensable de bénéficier d'une énergie fiable, disponible et abordable pour développer les territoires et lutter contre la pauvreté en agissant sur les domaines de la santé, l'éducation ou l'économie. L'enjeu concerne autant les usages domestiques pour les ménages, que les usages productifs pour les entreprises ou les fournisseurs de services.

Le GERES développe des équipements et accompagne la production d'énergies propres adaptées à chaque zone d'intervention, qui valorisent les ressources renouvelables locales et favorisent le développement socio-économique. Les solutions sont multiples : solaire, biogaz, hydroélectricité, bois-énergie, agrocarburants... Elles se basent sur la demande en énergie, les vulnérabilités environnementales et les ressources disponibles. Le GERES participe aussi à lever les barrières techniques et méthodologiques, et accompagne les acteurs locaux pour la mise en cohérence de leurs politiques territoriales, notamment en ce qui concerne l'électrification rurale.



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Dans un contexte mondial en transition énergétique, où les émissions de CO₂ doivent être drastiquement diminuées, le GERES promeut des pratiques sobres et efficaces en énergie, qui réduisent la précarité énergétique tout en répondant à l'ensemble des besoins des populations.

Le GERES innove, co-construit et diffuse des équipements performants, par exemple dans les domaines du bioclimatisme, de l'isolation, de l'éclairage, du chauffage ou de la cuisson efficace. Il noue des partenariats avec les institutions et les acteurs locaux afin de pérenniser les projets de sobriété énergétique et de les déployer à grande échelle. Le GERES sensibilise et accompagne ainsi les acteurs publics, les entreprises et les populations afin de leur permettre d'améliorer leurs connaissances, leurs méthodes ou leurs pratiques pour réduire leur consommation d'énergie tout en améliorant le confort, le niveau de service et les conditions de vie.



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

En milieu rural, la raréfaction des ressources naturelles se traduit notamment par la disparition des forêts, la diminution des réserves en eau et la dégradation des sols. Dans ce contexte, garantir que les populations puissent répondre à leurs besoins alimentaires et énergétiques quotidiens est un enjeu de taille.

À l'échelle mondiale, plus d'un tiers de la population utilise principalement comme combustible le bois, les déchets agricoles ou organiques, et les déjections animales. Le GERES intervient sur l'ensemble du cycle de la biomasse : il établit avec les communautés des plans de gestion forestière durable, promeut l'agroforesterie ainsi que le compostage, et accompagne la production de charbon vert à partir de ressources renouvelables ou de déchets végétaux.

Le GERES fait le lien entre l'énergie et le développement agricole : serres et fermes solaires passives, celliers bioclimatiques et micro-irrigation solaire contribuent ainsi à l'amélioration des cultures, du régime alimentaire des populations et des revenus des producteurs. Au-delà des équipements, le GERES forme et conseille les paysans pour l'adoption de pratiques durables de gestion des sols et de l'eau, leur permettant de faire face aux conditions climatiques de plus en plus extrêmes.

d'intervention



ENTREPRENARIAT ET FILIÈRES LOCALES

Pour les populations en situation de vulnérabilité, le développement d'activités productives et la création d'emplois sont des enjeux clés. Dans le secteur de l'énergie, le GERES soutient l'entrepreneuriat et les initiatives locales qui améliorent la compétitivité et la production, dans une perspective de démultiplication des impacts et de redistribution des bénéfices à l'échelle du territoire. Le GERES accompagne les entrepreneurs et les artisans à préciser leur projet, à améliorer leur modèle économique et leur gestion, à pénétrer les marchés et à analyser leur viabilité.

Le GERES met en relation les acteurs et favorise la structuration de filières économiques courtes qui créent de la valeur ajoutée locale. Ses activités dans le secteur privé concernent la création de partenariats autour d'innovations technologiques, la formation et le renforcement des compétences, l'appui à l'élaboration de stratégies et de démarches qualité, le soutien financier aux dynamiques de marché, ou la diffusion de bonnes pratiques économiques dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.



TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Face aux enjeux énergétiques, climatiques et environnementaux, les solutions à développer sont multiples et doivent être spécifiques à chaque territoire. Gestion des déchets, villes durables... leur déploiement appelle des diagnostics de référence, des arbitrages concertés, et leur viabilité à long terme repose sur leur appropriation par les populations et leurs représentants.

Le GERES sensibilise et responsabilise les citoyens dans la gestion de leur patrimoine environnemental, et soutient les politiques de transition écologique. Il vient en appui à l'émergence ou le renforcement des structures locales à même de gérer, pérenniser et gouverner les solutions développées ensemble. Pour ce faire, il favorise la transmission des savoirs et des compétences à ses partenaires, donne la priorité aux acteurs techniques et professionnels locaux ou nationaux, et associe à ses projets les pouvoirs publics et les agences d'état dans le cadre de leurs mandats.



CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Alors que les pays développés reconnaissent aujourd'hui leur responsabilité historique dans les changements climatiques, les populations les plus pauvres sont les premières impactées par ces évolutions qui accroissent leur vulnérabilité. Le GERES agit à deux niveaux : pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et pour soutenir un développement sobre en carbone, dans une démarche de Solidarité climatique.

Au Sud,

le GERES aide les populations à s’adapter aux conséquences des changements climatiques, par la sensibilisation et l’information, la valorisation des connaissances et la diffusion de technologies adaptées. Il participe à la définition de stratégies locales avec les acteurs des territoires : analyse des vulnérabilités, diagnostic énergie, information géomatiques et cartographie. Enfin, il soutient les porteurs de projets dans l’obtention de financements pour la diffusion de solutions sobres en carbone.

PAYS	THÉMATIQUES D'INTERVENTION						ORIGINE DES FINANCEMENTS
ASIE CENTRALE							
AFGHANISTAN							AFD, Fondation Abbé Pierre, Fondation Legallais, Fondation Linda Norgrove, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Union Européenne
MONGOLIE							DCI Principauté de Monaco, Fondation Louis Dreyfus, Fonds de dotation Humus, Union Européenne
TADJIKISTAN							AFD, Ambassade de Nouvelle-Zélande à Moscou, Fondation Abbé Pierre, GIZ
ASIE DU SUD-EST							
CAMBODGE							AusAid, FEM, Fonds Blue Moon, GACC, Ministère cambodgien des Mines et de l'Energie, Ministère des Affaires étrangères danois, Ministère du Climat de l'Energie et du Bâtiment du Danemark, PNUD, UNEP
MYANMAR							Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation Raja – Danièle Marcovici, Union Européenne
AFRIQUE DE L'OUEST							
BÉNIN							Banque mondiale, FFEM, Fonds de dotation Solidarity Accor, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation Raja – Danièle Marcovici, Institut Robin des Bois, Union Européenne
MALI							ADEME, AFD, Bolivia Inti, CFSI, ECODIS, FFEM, Fondation EDF-HELP, Fondation Good Planet, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation Louis Dreyfus, Fondation Nexans, Fondation Prince Albert II de Monaco, Fondation Un Monde par tous, Fonds de dotation Synergie Solaire, ICCO Coopération, Innovation Energie Développement, OFID, Projets Solidaires, Union Européenne
SÉNÉGAL							ADEME, CEREEC, Expertise France, FFEM, GHACCO, Région Rhône-Alpes
EUROPE-MÉDITERRANÉE							
FRANCE							13 Habitat, ADEME, ADEME PACA, AFD, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Anah, Bouygues Bâtiment Sud Est, CETA Aubagne, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, Communauté de Communes Provence-Luberon-Durance, Communauté du Pays d'Aix, Département des Bouches-du-Rhône, DRAAF, EDF, Engie, Erilia, ESIA, FFEM, Fonds de dotation Itancia, HMP, LOGIREM, MEDDE, MPM, MRU, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Union Européenne
MAROC							AFD, Engie, FEM, FFEM, Fonds de dotation Itancia, Région PACA, Union Européenne



Le GERES acteur de la COP21

Le 12 décembre 2015, Laurent Fabius a réussi un tour de force diplomatique : faire embarquer l'ensemble des 195 Parties dans l'adoption d'un accord sur le climat incluant tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, pour « limiter le réchauffement climatique bien en deçà des +2°C (par rapport à 1880) », voire de poursuivre les efforts pour le limiter à +1,5°C, comme le recommandent les scientifiques du GIEC. Cet accord a vocation à encadrer l'action climatique pour le siècle à venir, autant dire qu'il est bienvenu et qu'il a le grand mérite d'exister.

Un accord historique donc, répondant à un double enjeu : réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble des pays de la planète et soutenir le développement bas-carbone des pays émergents et les moins avancés.

Afficher un tel objectif mondial d'une intention de transition énergétique et écologique est un signal fort qui pourrait démultiplier durablement les initiatives, l'émergence de solutions et la réorientation des investissements. Autant dire qu'il reste encore beaucoup à faire, à l'issue de cette COP21. L'Accord de Paris s'est fait l'écho de la dynamique amorcée

partout dans le monde, mais n'a pas encore mis en place les outils nécessaires pour amplifier le mouvement. Au-delà des accords politiques, qui restent largement en deçà des enjeux, nous sommes persuadés que c'est au niveau des régions, des villes, des entreprises, du secteur financier et des pratiques individuelles que se joue la transition.

Nous entrons dans une phase décisive où les champions de la transition énergétique et de la Solidarité climatique devront être nombreux à se déclarer, sans attendre que le voisin fasse le premier pas.

Espérons que, d'ici 2020, les COP22, 23, 24 et 25 nous permettent de rendre plus robuste ce cadre. Il s'agira aussi de s'assurer que les pays les plus vulnérables soient réellement soutenus dans leurs besoins d'adaptation face aux conséquences du changement climatique. Car si nous entrons doucement dans l'ère du bas carbone, nous sommes déjà entrés depuis plusieurs années dans une ère où les impacts des dérèglements climatiques sont plus violents.

Il est donc grand temps de rattraper le temps perdu.

Evénements marquants

Depuis 2008, le GERES porte le principe de Solidarité climatique. Il implique que chaque action en faveur de la transition énergétique au « Nord » ait un équivalent au « Sud » via le soutien à des projets de solidarité sobres en carbone. Pendant les deux semaines de la COP21, le GERES a défendu cette vision de la solidarité à plusieurs niveaux de mobilisation : société civile, médias et institutions.

Le GERES était au cœur des négociations dans l'Espace UNFCCC au Bourget et a proposé régulièrement des points d'avancement sur les négociations sur le lieu d'accueil de Coordination SUD à l'Espace Génération Climat. De nombreux side-events ont été organisés dans le but d'échanger sur les enjeux et les solutions pour lesquelles s'engagent le GERES.

L'association était également présente au Grand Palais pour sensibiliser la société civile aux solutions qu'elle propose afin de répondre aux enjeux climatiques que nous connaissons : serre solaire bioclimatique, zone d'électrification rurale, mallette de compostage, matériels à économie d'énergie...



L'Appel pour la Solidarité climatique remis à Nicolas Hulot

Cet appel lancé en octobre 2015 a été porté par 8 ambassadeurs du secteur privé, soutenu par 37 associations francophones et signé en ligne par environ 3 000 citoyens. Il s'agit d'un message fort envoyé aux décideurs et aux négociateurs pour que la communauté internationale s'engage dans une lutte contre les changements climatiques solidaire et fraternelle.

Ce sont donc 8 ambassadeurs de l'Appel, représentants de différents secteurs de l'économie, qui étaient présents pour parler de leur engagement concret en terme de développement durable : Aéroports de Lyon, AG2R La Mondiale, Bleu Blanc Coeur, Castel, Ducray, Enercoop, MAIF et Patte Blanche. Ils étaient les représentants emblématiques de ces entreprises qui veulent et qui doivent se réinventer pour l'avenir de notre planète.

Nicolas Hulot, envoyé spécial de François Hollande pour la protection de la planète, était également présent, au côté du sénateur de Loire-Atlantique Ronan Dantec, pour appuyer cet Appel. Il a rappelé avec l'éloquence qu'on lui connaît que ce nouvel accord mondial que nous attendions est une « occasion unique de redonner du sens au progrès ».



Conseil et services pour lutter contre les vulnérabilités énergétiques et climatiques

L'expertise transverse



GERES Expertise porte les compétences transversales de l'organisation. Créée en 2014, cette unité intervient en appui des projets de terrain du GERES, dans ses antennes. Elle est également le véhicule de dissémination sur d'autres territoires et auprès d'autres partenaires des solutions techniques développées pour répondre aux défis énergétiques, environnementaux et climatiques des pays en développement. GEX a également pour mandat de développer des positionnements techniques et politiques au nom du GERES.

L'équipe pluridisciplinaire, composée d'une quinzaine de personnes réparties entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, intervient sur 5 champs thématiques : Accès à l'Energie, Climat et Développement, Entrepreneuriat Soutenable, Energie de Cuisson et Solidarité Climatique.

L'offre de service de GEX s'articule autour de conseils techniques, de formations, d'études, diagnostics et d'actions de plaidoyer. Ces services sont mis en œuvre auprès d'institutions partenaires : autorités locales, entreprises, organisations internationales, organisations de la société civile, agences de développement, avec toujours le bien-être des populations cibles comme finalité.

Climat & Développement : des enjeux clés et interconnectés



109

citoyens afghans impliqués dans la consultation mondiale sur le climat & l'énergie le 6 juin 2015

Le lien entre la lutte contre les changements climatiques et le développement est un enjeu majeur des activités du GERES. De fait, le GERES est depuis juillet 2013, chef de file de la commission Climat & développement de Coordination SUD. Dans la perspective de la COP21, les activités ont principalement consisté à l'élaboration d'un plaidoyer à destination des différentes parties prenantes engagées dans le processus des négociations internationales climat.

Par ailleurs, le GERES a contribué à la sensibilisation et à la mobilisation d'un large panel d'acteurs autour des enjeux climat-développement.

Notamment, le GERES a :

- co-animé une session de formation à destination des organisations de la société civile du Nord et du Sud sur l'intégration du climat dans les projets de développement ;
- coordonné la rédaction d'un module d'auto-formation sur les enjeux climatiques, largement diffusé en Afrique francophone ;
- organisé le WWViews, une consultation citoyenne mondiale sur le Climat & l'Energie, en Afghanistan.

8

organisations

formées à l'intégration des enjeux climat dans le montage des projets de développement

1

gouvernement africain

(Guinée Conakry) accompagné dans l'élaboration de sa contribution pour l'Accord de Paris

10

ateliers de sensibilisation

sur des enjeux climat-développement

10

publications co-écrites avec la commission Climat & développement

FOCUS



PRINCIPAUX RÉSULTATS DU WWVIEWS SUR LE CLIMAT & L'ÉNERGIE À KABOUL :

80 % des citoyens afghans interrogés se sentent très préoccupés par les changements climatiques
76 % estiment que la réduction des émissions de gaz à effet de serre passe principalement par le subventionnement des énergies à faible émission de carbone (ex : les énergies éolienne, solaire, marines ou géothermale)



0,51€
est le prix d'un kWh
d'électricité en zone
rurale au Mali contre
0,12€ en France.

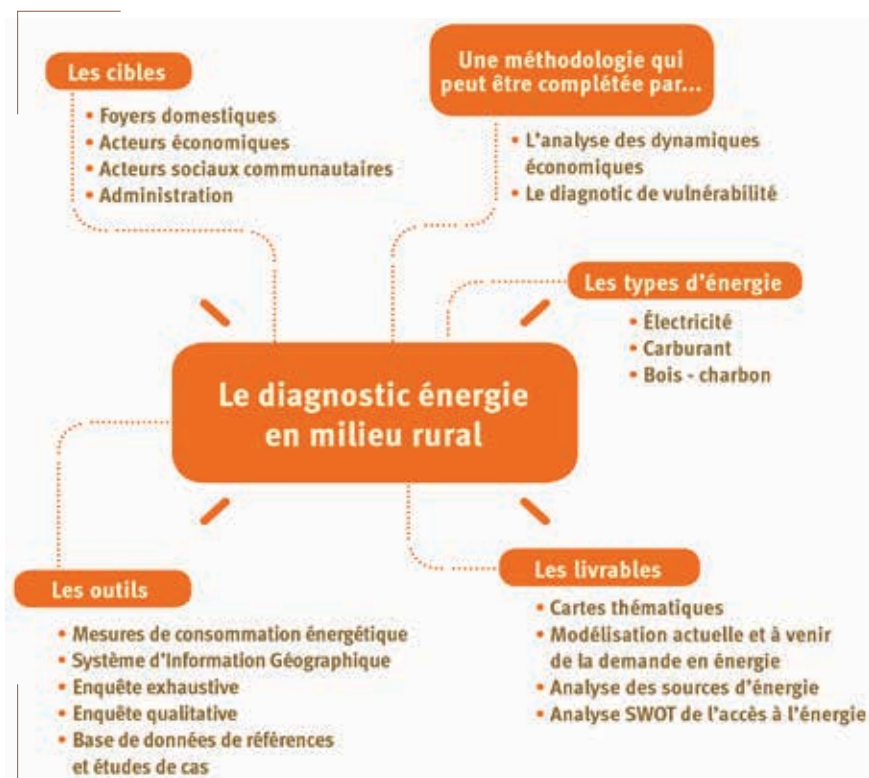
Accès à l'énergie

2 diagnostics énergie effectués au Bénin et au Sénégal

Participation à l'étude
de préaisabilité
d'hybridation solaire de
60 centrales
décentralisées au Mali

L'accès à l'énergie en milieu rural est une thématique d'intervention forte du GERES, principalement en Afrique de l'Ouest. L'électrification rurale s'est imposée au sein des institutions nationales ou internationales, avec un accroissement significatif des investissements. En complément des acteurs privés qui développent produits et solutions permettant la réalisation de ces grands projets, le GERES met son expertise au service de sujets tels que : l'électrification des microentreprises rurales et artisanales (les usages productifs de l'énergie), l'implication des collectivités locales dans les réflexions et choix à faire, la remontée des informations du terrain.

S'appuyant sur son expérience projet, le GERES s'associe à des partenaires locaux ou internationaux pour s'assurer de la prise en compte de la réalité de territoire très spécifique (réalités détaillées dans le cadre de diagnostic énergie), pour mesurer et analyser les fonctionnements des solutions proposées, et enfin pour faciliter le transfert d'information entre les différents acteurs, et tout particulièrement les élus locaux.



FOCUS

LE DIAGNOSTIC ÉNERGIE

Le diagnostic énergie se veut une photographie exhaustive réalisée à l'échelle d'une commune ou d'un département, qui vise à faire ressortir la situation des consommateurs d'énergie (finaux & intermédiaires) de la filière à laquelle ils s'intègrent, et des barrières auxquelles ils sont confrontés pour aller vers des solutions durables et propres. Le GERES a développé cette pratique afin de disposer de données fiables sur tous ses territoires d'actions, et de pouvoir comparer les données d'une zone à l'autre.

Stoveplus : améliorer les solutions de cuisson dans le monde

Plus de la moitié de la population mondiale dépend du bois de feu et du charbon de bois pour cuisiner et se chauffer. Les appareils utilisés sont la plupart du temps inefficaces et polluants.

L'utilisation du bois est largement répandue car celui-ci est facilement accessible, bon marché voire gratuit, et correspond aux habitudes de cuisson traditionnelles.

Le programme StovePlus a été lancé suite au succès du projet du GERES au Cambodge qui a contribué à la production et distribution à ce jour de 3,5 million de cuiseurs améliorés. Il vise à soutenir les producteurs en développant des technologies, et des procédés de production plus performants. Le programme soutient également des initiatives nationales destinées à rendre accessibles des produits plus efficaces et à améliorer les environnements de cuisson des utilisatrices. Ces efforts permettent de réduire les risques pour l'environnement et la santé des familles et notamment des femmes.

À travers une offre de services couvrant l'ensemble de la filière, StovePlus appuie les entrepreneurs, les instances gouvernementales et les organisations locales et internationales en Afrique et en Asie.

Plus de
4 millions
de personnes
meurent chaque
année à cause des
fumées de cuisson



**31 services
fournis**
depuis 2012 en Asie
et en Afrique

**682
bénéficiaires**
formés depuis 2012 dont
334 sont des femmes

74 000 tonnes
de combustibles
préservées

Nous avons réalisé des tests avec le cuiseur 3-pierres et avec un cuiseur amélioré (le SEWA). Nous nous sommes rendu compte que deux branches suffisent pour chauffer la même quantité d'eau que celle utilisée pour le 3-pierres. Ce nouveau cuiseur a facilité notre travail. Il coûte aussi moins cher. On achète le bois ici 5 500 FCFA, mais nous n'avons besoin que de 2 500 FCFA de bois avec le cuiseur amélioré.



Marikou Kadidia Samaré
Dioïla au Mali, coopérative
de femmes produisant
du beurre de karité.



CO₂Solidaire au service d'un carbone social

330 000 €
levés pour les projets

125
particuliers
ont compensé en 2015

8 projets
sur 4 continents dans le
portefeuille du programme



Fort de plus de 10 ans d'expérience, CO₂Solidaire a mutualisé son service de compensation carbone, ouvrant ainsi son portefeuille de projets à deux structures portant les mêmes valeurs que le GERES : Initiative développement et Bleu-Blanc-Cœur. La volonté affichée étant de proposer un modèle différent, une compensation en circuit court en réponse aux pratiques du marché (multiplication des intermédiaires, dévalorisation de la valeur des crédits carbone, opacité...).

En 2015, les projets de l'entreprise sociale Microsol rejoignent CO₂Solidaire. Microsol soutient des projets ayant pour but d'améliorer la qualité de vie des populations locales dans les régions rurales de l'Amérique latine, et vient étoffer le portefeuille de projet du programme avec un nouveau continent.

La majorité des événements liés à la COP21 ont choisi CO₂Solidaire pour compenser les émissions liées aux déplacements des participants : le Climate Finance Day, le Business Climate Summit et le Sommet Mondial sur le climat et Territoires. Un gage de confiance à l'aube d'un moment historique.

En 2016, CO₂Solidaire fait peau neuve avec un travail de fond sur son identité visuelle, sa démarche et ses outils de communication.

101 000
téc.CO₂ compensées
en 2015 = émissions
annuelles de plus
de 8 400 personnes
en France.

FOCUS



L'ENTREPRISE SOCIALE MICROSOL
accompagne depuis 2006 les créateurs de projets en les aidant dans le processus de certification et de mise en place de partenariats. Ainsi, Microsol soutient aujourd'hui plus de 20 organisations dans 5 pays qui investissent dans des projets à fort impact social et environnemental tels que la création et l'installation de fours à bois économes ou de filtres à eau.

LES ÉTAPES d'un projet carbone



INFOCC
compensation carbone

www.info-compensation-carbone.com

17 | France

5 vidéos
d'animations

9 schémas
et infographies
pédagogiques

24 brèves
d'actualités
« Climat et Carbone »
mises en ligne

5 274
visiteurs
uniques

1,24
millions

téc.CO₂ ont été
compensées en
France en 2014

INFOCC
compensation carbone

Un guichet d'information unique en Europe

Le GERES, avec le soutien de l'ADEME et du ministère de l'Ecologie, lance en février 2015 la plateforme Info Compensation Carbone (InfoCC). Véritable centre de ressources pédagogiques, elle propose à travers son site www.info-compensation-carbone.com une information neutre, ludique et exhaustive sur le mécanisme de la compensation carbone.

Si la compensation existe depuis 10 ans en France, elle souffre d'un manque d'information, de pédagogie, et d'amalgames à la défaveur des bonnes pratiques. InfoCC s'inscrit donc dans un esprit d'intérêt général en proposant une information homogène pour tous les publics.

Ses supports pédagogiques (schémas, infographies et vidéos d'animations) permettent de plonger dans le monde des cuiseurs améliorés ou des marchés du carbone.

Son double fil d'actualité Changements climatiques et Economie du carbone, relayé sur les réseaux sociaux inscrit délibérément InfoCC dans la sensibilisation au défi climatique pour lequel la réduction à la source de nos propres émissions de gaz à effet de serre est essentielle.

InfoCC a réalisé en 2015 le premier Etat des lieux français de la compensation.

FOCUS

Le 10 juin 2015, la plateforme Info Compensation Carbone a fait l'objet d'une labellisation officielle par l'état dans le cadre de la COP21. InfoCC était ainsi présentée sur le site www.cop21.gouv.fr



Asie Centrale

Proposer des solutions bioclimatiques dans l'habitat et l'agriculture



Dans les régions montagneuses et hauts plateaux de l'Asie Centrale, les conditions climatiques sont particulièrement rigoureuses et les écosystèmes fragiles. Le modèle énergétique demeure principalement basé sur la biomasse, avec des besoins élevés pour se chauffer en hiver. En zone urbaine d'Afghanistan, les dépenses en énergie représentent par exemple 25 % du budget des ménages. Cette précarité énergétique rend les familles vulnérables avec de nombreuses conséquences négatives sur la santé des individus.

Au Tadjikistan, le taux des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté atteint 74%. Les conditions de vie dans cette zone sont extrêmes : les étés secs et chauds alternent avec les hivers particulièrement longs et rigoureux avec des températures inférieures à -15°C et de faibles précipitations.

Dans le domaine agricole, la saison productive est très limitée, 4 mois en Mongolie, et fortement dépendante de l'accès aux ressources naturelles : eau, terre arable, pâturage. La végétation éparse est décimée par la déforestation.

Pourtant, cette région bénéficie d'un ensoleillement important : jusqu'à 300 jours par an en Mongolie. Le GERES valorise cette source d'énergie naturelle, abondante et gratuite pour améliorer les conditions de vie de ces populations en développant l'habitat solaire passif, l'isolation thermique et la culture de légumes sous serres solaires passives, ce qui agit sur la réduction du besoin en combustible permettant de réduire la pression sur la biomasse locale.

Diffusion d'équipements domestiques économes en énergie

GERES Afghanistan vise à réduire le fardeau social, économique et environnemental provoqué par l'énergie sur les ménages. Au cours des trois premiers mois de 2015 Afgha Taj, un projet visant à créer un marché pour des solutions d'économie d'énergie à Kaboul, a pris fin avec la diffusion des 407 dernières Solutions Economes en Energie (SEE). Pour clore ce projet, une conférence a eu lieu avec 55 organisations, dont 8 institutions nationales.

Dans le cadre du Programme Central Highland, nous avons formé 147 artisans et leur avons fourni les outils techniques et commerciaux afin de construire et vendre des vérandas, du double vitrage, des cuisinières en terre améliorées et des cuisinières solaires. Afin de promouvoir un marché durable pour ces technologies, nous avons introduit des incitations financières, des activités promotionnelles et une large campagne de sensibilisation. Fin 2015, 1 334 Solutions Economes en Energie ont été diffusées auprès de 1 274 ménages des Hauts Plateaux.

55

artisans formés et soutenus en 2 ans

J'utilise le cuiseur amélioré Digdan depuis 6 mois et je constate que nous réduisons notre carburant d'un quart. Plus important encore, il n'y a pas de fumée ce qui est préférable pour les femmes qui sont moins malades en comparaison avec le Digdan local et elles passent également moins de temps à cuisiner. Ce qui est essentiel pour nous, c'est que les femmes soient heureuses.



Mohammad Jawad
Saighan, Bamyan,
Afghanistan

30 663 €
de subventions aux artisans pour stimuler le marché des Solutions Economes en Energie

36 645 personnes
sensibilisées aux SEE

20 854 dépliants
sur les SEE distribués sur 9 campagnes de promotion

186 réunions communautaires
organisées

748 ménages
équipés de SEE





Premier point info énergie au Tadjikistan

1 Point info énergie
ouvert à Douchanbé

Plus d'une dizaine
d'outils de sensibilisation développés

5 partenariats
avec des ONG locales ou internationales

3 autorités
locales ou nationales impliquées



50%
d'économie d'énergie possibles grâce à des solutions accessibles aux ménages Tadjiks.

FOCUS



Maison énergétiquement performante

LA MAISON ÉNERGÉTIQUEMENT PERFORMANTE repose sur quatre éléments principaux : faible consommation énergétique, coût accessible, résistance aux catastrophes naturelles et bioclimatisme (utilisation positive du climat et de la géographie locale). Parmi les différentes solutions intégrées aux modèles proposées, on trouve entre autres : l'isolation thermique, le design solaire passif avec la véranda solaire et les énergies renouvelables.

Au Tadjikistan, le GERES accompagne le secteur de l'habitat privé rural et urbain dans la rénovation et la construction de maisons énergétiquement performantes en informant et conseillant les particuliers et en renforçant les capacités des professionnels du bâtiment. Pour cela, un « Point Info Énergie » a été mis en place à Douchanbé en 2015, pour accueillir, informer et conseiller la population sur les solutions permettant une meilleure maîtrise des dépenses énergétiques tout en augmentant le confort chez soi. L'objectif est de conseiller un total de 2 000 foyers sur une période de deux ans.

En parallèle, une équipe composée d'architectes, d'énergéticiens, d'ingénieurs civils et de maçons met au point, avec les populations locales, des modèles de maisons efficaces énergétiquement, que les entrepreneurs locaux formés et soutenus par le GERES pourront construire et proposer à leurs clients. L'objectif est de former 60 artisans et entrepreneurs locaux à la construction de maisons performantes et de soutenir 100 propriétaires engagés dans la construction de ces maisons. En 2016, GERES Tadjikistan entend promouvoir les modèles proposés et multiplier les actions de sensibilisation en impliquant au maximum les ONG et autorités locales.



+71%
de production de légumes entre la campagne 2014 et 2015

Soutien aux producteurs de légumes pour une alimentation plus équilibrée dans la région Arkhangai en Mongolie

Le projet vise à renforcer à différents niveaux la filière des légumes dans la Province de l'Arkhangai en Mongolie à travers l'utilisation de technologies adaptées au contexte local et accessibles aux petits producteurs. L'objectif est ainsi de favoriser l'accès pour les populations rurales à des légumes de qualité pour une meilleure alimentation, tout en développant une source de revenus alternative à l'élevage et maintenir ainsi la résilience face aux changements climatiques.

Le projet s'est focalisé dans un premier temps sur la consolidation et le renforcement des 16 groupes de producteurs de légumes déjà existants à travers des formations mensuelles sur le terrain sur les aspects économiques et nutritionnels.

La deuxième phase visera en 2016, la construction de 15 nouvelles serres solaires passives pour trois catégories de bénéficiaires : de nouveaux groupes de producteurs, des hôpitaux et des écoles cherchant à développer des activités extracurriculaires liés à la connaissance des légumes.

2 400
bénéficiaires directs

+25 %
de revenus
en moyenne pour les producteurs participant à la phase 1

4 écoles
productrices de leurs propres légumes

52 %
des femmes sont bénéficiaires



Famille productrice de légumes dans l'Arkhangai

En Mongolie le climat est si rude que sans une serre adaptée il serait impossible de commencer le travail dès le mois de mars et avoir de belles tomates et concombres pour notre fête nationale, Nadaam au début du mois de juillet.

Asie du Sud-Est

Utilisation durable de la biomasse énergie pour préserver les modes de vie ruraux et les ressources forestières



L'Asie du Sud-Est compte 600 millions d'habitants dont plus de la moitié vit dans les zones rurales et dépendent pour subsister de l'agriculture et des forêts. Subissant un développement et une croissance rapide de la population et un exode rural, la demande en énergie de la région a augmenté de manière significative avec une forte dépendance à la biomasse traditionnelle qui demeure la source d'énergie la moins chère dans la plupart des pays de la région.

Accueillant environ 15 % des forêts tropicales du monde, l'Asie du Sud-Est a également connu un des taux les plus élevés de déforestation dans les tropiques avec une perte annuelle nette de superficie forestière de 1 million d'hectares entre 2005 et 2010, ce qui a pesé sur la biodiversité mondiale, l'équilibre carbone ainsi que les conditions de vie des populations tributaires des forêts de la région.

Pour atténuer ces impacts, le GERES soutient le secteur de l'énergie de la biomasse grâce à une approche intégrée de l'environnement avec en amont, des activités sur la gestion durable des forêts et la restauration des paysages forestiers et en aval, un développement de filières durables de charbon de bois et engageant les consommateurs (les ménages et les industriels) afin d'améliorer l'efficacité énergétique ou d'adopter des solutions énergétiques alternatives.



1 700 000
t_{éq.CO₂}
émises par an issues
du charbon de bois
non durable

Préparation d'un plan d'action pour la filière de charbon de bois vert

En 2015, le GERES a été mandaté par le Ministère de l'Environnement cambodgien afin de développer un plan d'action d'atténuation du changement climatique appelé MAAN (Mesures d'Atténuation Appropriées à l'échelle Nationale) pour le secteur du charbon au Cambodge. Ce MAAN vise à créer les conditions pour tirer parti de l'engagement du secteur privé sur la production de charbon de bois durable pour remplacer le charbon de bois illégal sur le marché.

Ce plan repose sur trois piliers :

- Amélioration de la réglementation du secteur du charbon de bois à travers, par exemple, des amendes plus élevées sur le charbon de bois illégal ou exonération de la TVA et d'autres incitations fiscales pour les acteurs de charbon de bois durable ;
- Développer des partenariats public-privé afin de soutenir les liens entre les groupes de communautés forestières et les distributeurs et détaillants privés ;
- Mise en œuvre de financements axés sur les résultats pour soutenir les premiers acteurs qui s'engageront dans le secteur.

Le développement du MAAN se fera entre 2015 et 2017 impliquant tous les acteurs institutionnels concernés, le secteur privé et la société civile.

360 000 tonnes
de charbon de bois non durable à substituer chaque année

5 ministères
cambodgiens impliqués dans le MAAN : MME, MEO, MAFF, MoC, MEF

Réductions d'émissions d'**1 million de tonnes** d'équivalent CO₂ attendues par le biais du MAAN

FOCUS



CHACQUE ANNÉE, 360 000 TONNES DE CHARBON DE BOIS sont consommées. La majorité des 3 millions de tonnes de bois récoltées pour la production de charbon de bois provient des montagnes Cardamomes, une zone forestière menacée. En l'absence de perspectives de réduction de la consommation dans la prochaine décennie, il y a urgence à diminuer la pression sur les forêts cambodgiennes.



SCALE : Diffusion des cuiseurs améliorés au Myanmar

En ce moment, notre entreprise doit augmenter ses bénéfices : nous avons emprunté de l'argent avec un taux d'intérêt de 2 % par mois. Grâce au projet SCALE, je vais recevoir un accompagnement afin d'améliorer ma production et la commercialisation. Nous pensons que ce projet sera très utile pour nous.



Ma Phyu, 34 ans, productrice de cuiseurs, Mandalay, Myanmar.

Plus de 100 tests en laboratoire de cuiseurs ont été réalisés conformément aux normes internationalement reconnues

80 artisans locaux existants, leurs employés et leurs familles impliqués dans le projet

3,5 millions de cuiseurs améliorés diffusés à ce jour au Cambodge

Depuis 2014, le GERES a dirigé la mise en œuvre d'un projet de diffusion nationale de cuiseurs au Myanmar (SCALE) financé par le Programme SWITCH-Asia de l'Union Européenne. Dans le cadre des activités prévues pour 2015, le GERES a équipé le premier laboratoire dans le pays pour tester l'efficacité et les émissions de cuiseurs à l'Institut de recherche forestière de Yezin.

Une étude d'évaluation de marché complète, réalisée par le groupe indépendant Emerging Markets Consulting (EMC), a révélé la complexité du marché et a pu fournir la première source fiable de données pour l'ensemble du secteur. Un atelier international, organisé conjointement avec Initiative Villages Intelligents en décembre 2015 a présenté diverses approches pour accroître l'utilisation durable de la biomasse à travers l'Asie, soulignant l'importance de la fabrication locale de cuiseurs appropriés. Avec une préparation solide en 2014 et 2015, le GERES se prépare à former pour la première fois des producteurs du cuiseur amélioré ICS, après la finalisation prévue des premières normes, en 2016.

90% des 60 millions d'habitants utilisent la biomasse (bois, charbon, etc.) pour cuisiner



La demande totale de bois équivaut à **5,5** millions de tonnes par an.



Étude d'impacts de la consommation d'énergie biomasse sur la forêt cambodgienne

Bien que l'énergie de la biomasse joue un rôle clé dans l'approvisionnement en énergie au Cambodge, les données disponibles et les produits de recherche existants concernant son impact sur la production et la consommation sont faibles, partielles, et souvent dépassées. Pour faire face à ce grand manque d'information et soutenir la prise de décisions fondées sur des données probantes au niveau des politiques et des praticiens du développement, le GERES a entrepris une série d'études sur le secteur de l'énergie de la biomasse y compris :

- Les principaux secteurs utilisateurs de la biomasse au Cambodge : profil socio-économique, habitudes de consommation d'énergie et analyse SWOT ;
- Caractérisation du secteur cambodgien de cuisson domestique ;
- Analyse d'impact de la collecte de bois de feu sur la dégradation des forêts et la déforestation ;

PERSPECTIVES

Se fondant sur les conclusions d'une recherche de 3 ans, le GERES est plus que jamais en mesure de concevoir des interventions fondées sur des données probantes qui contribuent au développement d'un secteur de l'énergie de la biomasse durable pour le Cambodge :

- la réalisation de l'approvisionnement durable en charbon de bois grâce à une gestion durable des forêts, à une restauration des paysages forestiers et des plantations de productions énergétiques ;
- l'optimisation de la consommation de charbon de bois durable grâce à des mesures d'efficacité énergétique ;
- la contribution au soutien des moyens de subsistance de millions d'agriculteurs vulnérables qui dépendent fortement des services des écosystèmes fournis par la forêt.

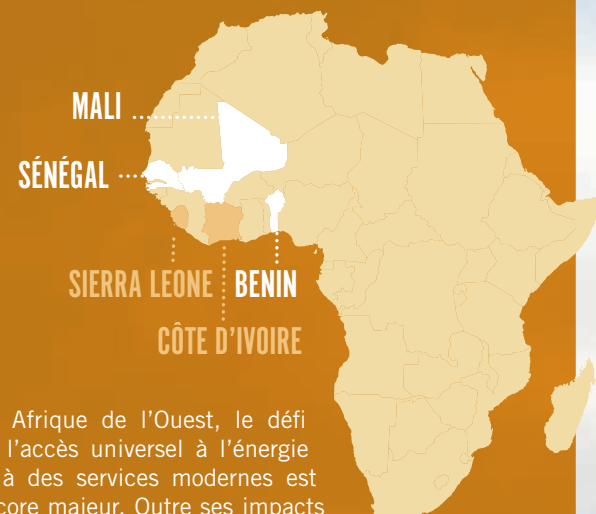
La cuisson domestique contribue à **70 %** de la demande totale en bois

L'énergie du bois représente pour le Cambodge plus de **350 millions de dollars par an**

La consommation industrielle du bois est estimée à **780 000 tonnes par an**

Afrique de l'Ouest

Relever le défi de l'accès à l'énergie pour les populations rurales



En Afrique de l'Ouest, le défi de l'accès universel à l'énergie et à des services modernes est encore majeur. Outre ses impacts sur les conditions de vie des populations (temps passé à la collecte de bois, exposition aux fumées nocives de cuisson, pénibilité et lenteur du travail à la main...), la précarité énergétique reste un frein notoire au développement économique des territoires ruraux.

Pour permettre aux populations de valoriser leurs ressources locales, d'évoluer vers des emplois moins pénibles et plus rémunérateurs, ou encore de développer de nouveaux services de proximité, les réponses doivent s'envisager de manière décentralisée, s'appuyant sur les potentialités propres à chaque territoire. En combinant de manière efficace plusieurs sources d'énergie, notamment renouvelables, un développement économique et sobre en carbone peut s'envisager, au bénéfice des populations riveraines.

Ainsi le GERES et ses partenaires pensent, testent et mettent en oeuvre des solutions améliorant l'accès à l'énergie productive en milieu rural, en veillant à l'efficacité énergétique des technologies proposées et à renforcer la résilience des populations face aux changements climatiques. Ces interventions associent étroitement collectivités et secteur privé, avec la conviction que ces acteurs sont les plus à même de pérenniser les solutions déployées, et de les diffuser à grande échelle.



Au Mali en 2015,
82%
des populations rurales n'ont pas accès à l'électricité

La Zone d'Activités Electrifiée de Konséguéla au Mali, une réponse durable au développement économique en milieu rural

La Zone d'Activités Electrifiée est un concept innovant d'accès aux énergies propres en milieu rural. Grâce à son réseau hybride et autonome, le site fournit à des artisans et commerçants de l'électricité de bonne qualité 24h/24, mais aussi un espace de travail favorable, attractif et sécurisé, et un accompagnement personnalisé.

Au delà de la garantie technique qu'offre son **mix énergétique** 100 % renouvelable (solaire/agrocarburants paysans), la ZAE innove aussi dans son **mode de gouvernance**, avec une maîtrise d'ouvrage par la collectivité, déléguée à un opérateur local privé, et dans ses **partenariats**, avec l'implication d'une institution mutualiste d'épargne et de crédit pour soutenir les investissements des entreprises.

Ces trois composantes technique, économique et sociale sont les piliers de la durabilité de l'infrastructure et de la dynamique des acteurs qui l'entourent.



Kalifa Coulibaly, président de l'intercollectivité Miniankala Kafo, Cercle de Koutiala.

L'accès à l'électricité fait encore défaut dans nos localités, notamment

pour ceux qui ont des activités économiques. Si l'on souhaite maintenir nos jeunes sur le territoire, il faut être en mesure de développer les emplois et les services qui leur permettront de rester. La ZAE est un modèle d'innovation concrète, qui a démontré à Konséguéla sa pertinence et sa viabilité, et qu'il convient maintenant de diffuser à plus large échelle, avec le concours et l'implication de tous, collectivités, pouvoirs publics, opérateurs privés, fournisseurs d'énergie ...

414 m²
aménagés en 2015 pour accueillir les entreprises, selon les principes du bioclimatisme

50 à 60 kWh
produits en moyenne par jour grâce aux énergies renouvelables

5 entreprises
déjà installées en 2015, 6 de plus en prévision pour 2016

88 emplois
directs soutenus dès la première année

31 000 habitants
bénéficiant de nouveaux produits et services



Les énergies renouvelables dans les pratiques agro-écologiques au Mali

Le projet d'intensification agricole travaille avec l'association sur trois volets que sont : l'autosuffisance alimentaire, l'augmentation du revenu et l'apprentissage. Nous avons bénéficié d'appui sur les pratiques innovantes, les équipements adaptés, les semences améliorées, les bios pesticides et bios amendements ainsi que de nombreuses formations notamment sur la pomme de terre qui a généré en une seule journée plus de 1 400 000 FCFA de revenus aux femmes.

Korotoumou Sanogo
Secrétaire de l'association
FASO JIGUI, à Koury ville

Autonomie énergétique
du Centre de Karagorola,
en pompage et en
éclairage des bâtiments

10 000m²
aménagés
en parcelles d'expérimentation et de démonstration

20 femmes
engagées dans la mise
en valeur des parcelles

45 tonnes
d'amendements
organiques produits par
le Centre en 2015 sur
l'aire de compostage

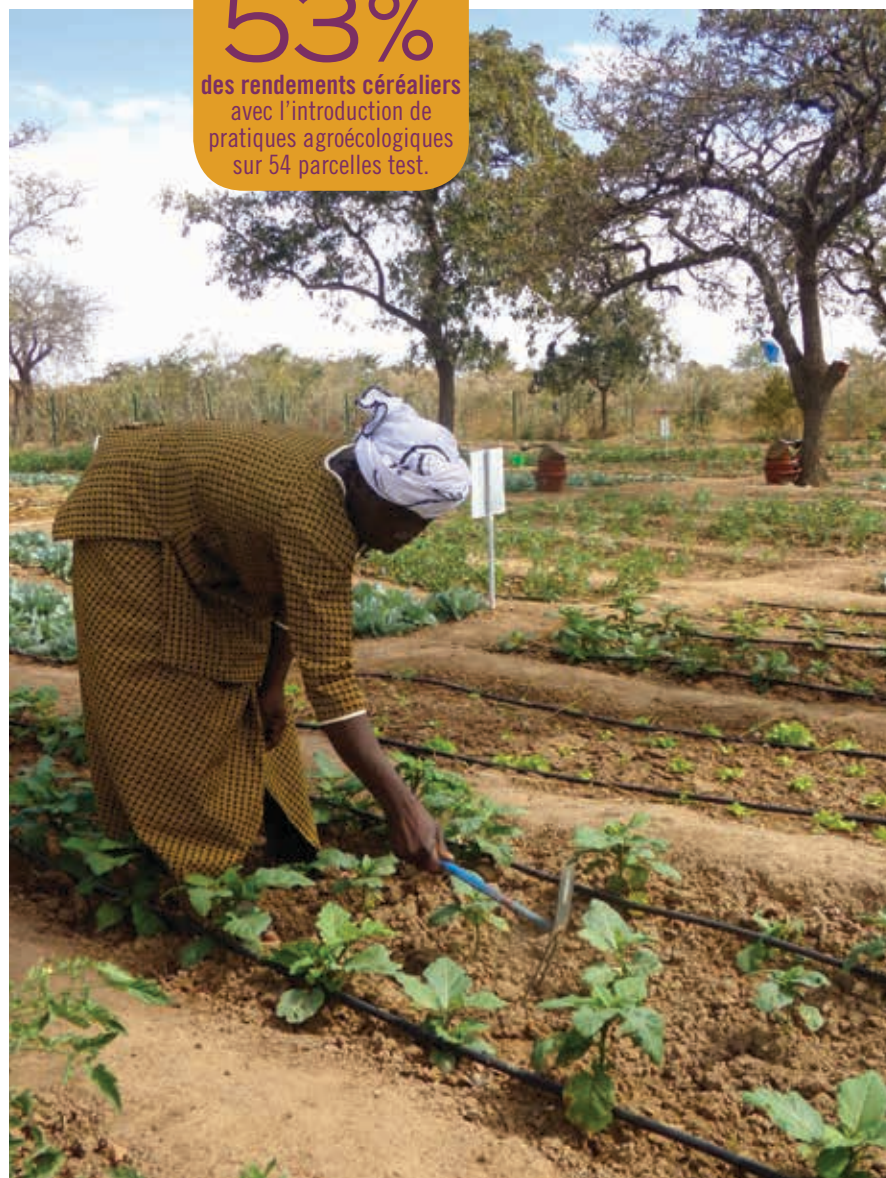
1 050
bénéficiaires
directs du projet

En partenariat avec l'ONG locale AMEDD – Association Malienne d'Eveil au Développement Durable – le projet vient renforcer le Centre de Services Agricoles de la localité de Karagorola, en proposant son soutien à l'unité de recherche et d'applications sur l'agroécologie dans les cultures maraichères.

Sur une période de 18 mois, le projet vise, grâce à un espace de démonstration équipé de différents types de méthodes d'irrigation, à rationaliser l'utilisation de l'eau et de l'énergie dans les cultures maraichères en contexte sahélien, en tenant compte du contexte de forte dégradation des terres dans cette zone et de l'appauvrissement des nappes phréatiques.

Ces expérimentations, faites avec le concours de la coopérative féminine NIETA de Karagorola, visent à diffuser par des formations au sein des organisations paysannes des villages alentours, des pratiques plus sobres en ressources. D'autres recherches sont également menées, notamment sur la valorisation des biorésidus d'agroforesterie comme amendements organiques ou encore l'expérimentation d'un magasin de stockage bioclimatique.

Amélioration moyenne de
53%
des rendements céréaliers
avec l'introduction de
pratiques agroécologiques
sur 54 parcelles test.



725 000
habitants dans le
département des Collines,
en quête de conditions
de vie plus durables.

Renforcement des capacités du Groupement Intercommunal des Collines au Bénin à intégrer les changements climatiques dans la stratégie de développement territorial « Collines 2040 »

Dans le cadre de la composante Bénin du Projet régional d'appui à l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies sobres en carbone et résilientes aux changements climatiques (Africa4Climate), soutenu par l'AFD et le FFEM, le GIC des Collines bénéficie d'un appui technique pour l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies et plans d'action de développement intégrant les risques climatiques propres à la zone Centre.

Ainsi, le GERES et son partenaire IDID – Initiative pour un Développement Intégré et Durable, soutiennent les équipes du GIC et des 6 communes membres, à travers :

- La réalisation de formations à l'endroit des cadres techniques, dont le contenu vise à l'appropriation des concepts clés, une meilleure connaissance des risques climat dans cette zone à la sensibilité jugée élevée (PANA 2008), mais aussi la mise en pratique d'outils d'analyse et d'évaluation de la climato-compatibilité des documents de planification
- La capitalisation des pratiques et interventions pilotes sobres en carbone dans la zone, portée par les Organisations de la Société Civile et les collectivités. Plusieurs rencontres ont ainsi permis de partager les connaissances sur les pratiques agro-écologiques existantes et leurs impacts sur les systèmes d'exploitation (la culture du Mucuna pruriens, du maïs syneew 2000, du Gliricidia sepium et du Gmélina arboréa ont particulièrement retenu l'attention des participants)
- Enfin la réalisation d'un diagnostic énergétique sur les deux villes frontalières de Tchétti et Oké-ovo, identifiées par le GIC comme deux pôles logistiques en devenir.

Ces différentes actions doivent conduire le GIC à identifier les pistes d'intervention sobres et résilientes en vue du prochain exercice de planification prévu pour 2016.

La mobilisation lors de cet atelier témoigne de l'intérêt que les gens portent au sujet. Si l'idée de départ était de capitaliser nos savoirs pour les transmettre à d'autres, je retiens au cours de cette journée que c'est d'abord nous même qui avons beaucoup appris, des uns des autres, des expériences vécues. Je souhaite de tout coeur que ces travaux contribuent à renforcer notre prise de conscience des enjeux du changement climatique sur notre territoire, et surtout notre engagement, en tant qu'élus, à améliorer les conditions de vie de nos populations.



Denis Ayenan, Directeur
Exécutif du Groupement
Intercommunal des Collines

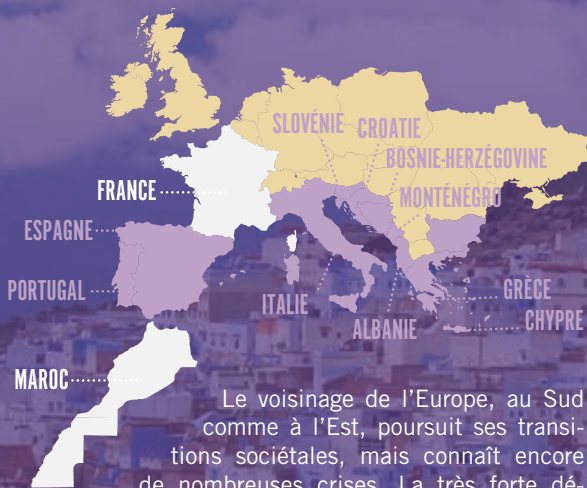
15 cadres
et techniciens
communaux formés
en 2015

65
participants
aux ateliers de
capitalisation

4 ONG
locales
distinguées pour
leurs réalisations en
matière d'adaptation au
changement climatique

Pour la
transition
énergétique
des territoires

Europe-Méditerranée



Le voisinage de l'Europe, au Sud comme à l'Est, poursuit ses transitions sociétales, mais connaît encore de nombreuses crises. La très forte dépendance énergétique de ces pays contribue à leur vulnérabilité. L'engagement de l'Europe pour une atténuation des changements climatiques sur sa région et sur la Méditerranée est en marche. Les territoires, s'investissent à l'échelle locale dans la transition énergétique. Le GERES s'emploie donc pleinement à les accompagner, tant dans leur planification stratégique que pour la mise en œuvre concrète d'opérations sur le terrain, tout en contribuant à une meilleure coopération entre l'Europe et ses pays voisins.

En 2015, le GERES poursuit son action en France d'accompagnement des ménages pour une meilleure maîtrise de leurs consommations dans le cadre d'interventions locales auprès de collectivités ou bailleurs sociaux. L'année 2015 fut également l'occasion d'accompagner des citoyens mais aussi des acteurs économiques (agriculteurs, industriels,...) dans une démarche de valorisation de leurs déchets par le biogaz ou bien le compostage. Au Maroc, les projets Hammams Durables et fours à pain se poursuivent afin d'établir de véritables filières professionnelles. Le GERES a débuté également un accompagnement de la collectivité de Chefchaouen dans la transition énergétique de son territoire à travers une coopération multi-acteurs.



1,6 kilos
par jour de déchets
produits par chaque
français

Accompagnement des habitants sur l'énergie et la gestion des déchets autour des transformations urbaines de La Cayolle à Marseille

À La Cayolle à Marseille, le GERES travaille sur le projet de renouvellement urbain La Soude – Haut de Mazargues en accompagnant les habitants et les acteurs du territoire (bailleurs sociaux, associations, collectivité locale) sur la thématique de la gestion des déchets et de l'énergie domestique, en lien avec les opérations et transformations urbaines.

Le GERES a proposé plus d'une dizaine d'actions de sensibilisation-concertation-réflexion sur les déchets (atelier tri, réparation, troc d'objets, activité compostage, collecte d'encombrants à calèche, visite de centre de tri) qui ont eu un véritable impact, ces modes d'actions ayant été pérennisés par la suite sous d'autres formes (opération tri du verre).

Côté énergie, 300 habitants et acteurs ont été sensibilisés par le GERES et ses partenaires techniques aux enjeux et solutions énergétiques dans le cadre des réhabilitations énergétiques, à travers des ateliers, des formations et expositions, et la participation à des événements.

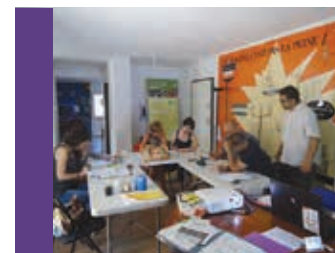
Ces actions sont en cours de prolongation pour 2016 afin d'accompagner le territoire dans son projet de labellisation de nouveaux écoquartiers.

5 structures
accompagnées sur des
projets liés aux économies
d'énergie

Implantation
de points d'apport
volontaire des déchets
en concertation avec les
habitants à La Cayolle

15 habitants
ambassadeurs
auprès de leur voisinage
s'investissent pour le tri
des déchets

8 structures associatives locales de La Cayolle



La formation énergie dispensée dans le cadre du projet à La Cayolle nous a permis, en tant qu'acteurs locaux et quotidiens du quartier, une certaine prise de conscience. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de développer des actions sur les économies d'énergie adaptées à nos besoins et à ceux des publics que l'on accompagne tout au long de l'année.



0,5
tonnes équivalent
pétrole équivalent à la
consommation annuelle
par habitant en énergie
au Maroc

Chefchaouen : commune modèle et initiatrice d'un changement citoyen en matière de gestion énergétique durable

50 décideurs
municipaux (élus et
cadres) renforcés dans
leurs compétences

2 000
particuliers
et professionnels de
Chefchaouen sensibilisés
et accompagnés par le
Centre Info Energie

20 communes
de l'Association Marocaine
pour des Eco-Villes
(AMEV) bénéficiant
directement ou
indirectement du projet

Chefchaouen, ville de 42 000 habitants située à 650 mètres d'altitude, jouit d'un patrimoine naturel, culturel et architectural exceptionnel la prédisposant au tourisme, devenu le principal secteur économique de la ville. Consciente de la précarité de cet environnement dans un contexte de croissance urbaine, de surexposition touristique et de changement climatique auquel le territoire est très exposé, la Commune de Chefchaouen a décidé en 2010 de s'engager sur une voie écologique.

Suite à un premier projet entre 2012 et 2014 d'amorçage d'une meilleure gestion énergétique de son patrimoine, Chefchaouen entre pleinement avec ce programme ambitieux de 3 ans dans une transition énergétique et climatique territoriale. L'accompagnement des élus, des services techniques, des acteurs associatifs et professionnels du territoire en matière d'éclairage public, de bâtiments, de transports, de gouvernance environnementale s'associe à des investissements exemplaires dans des projets pilotes : vélos à assistance électrique au parc véhiculaire, rénovation durable de bâtiments, etc.

M. Abdelali El Bakali,
chef de service environnement de la commune de Chefchaouen

Le projet SUDEP vient en son temps et concrétise en partie la vision et l'engagement énergétique de la commune, en collaboration avec notre partenaire GERES qui ne cesse d'apporter appui et soutien technique. Nous sommes déterminés à poursuivre cette politique de développement durable.



Valorisation des matières organiques en Provence-Alpes-Côte d'Azur

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 1,1 million¹ de tonnes de déchets organiques sont produits annuellement. Le plus souvent, ces déchets finissent en décharge ou sont incinérés. Or la réglementation contraint un nombre croissant de producteurs de déchets organiques au tri et au traitement.

Les filières régionales de compostage et de méthanisation constituent des réponses pertinentes. Pour autant, ces solutions peinent à se développer : les installations existantes sont insuffisantes pour traiter la totalité croissante des déchets produits. De plus, le manque d'information des professionnels constitue un frein important à la commercialisation du compost et à la naissance de nouveaux projets de méthanisation.

Afin de répondre à ces besoins, le GERES a lancé un portail internet, régional, de ressources sur la valorisation des matières organiques avec un site sur la méthanisation et le compostage à destination des producteurs de déchets, des utilisateurs de compost et des porteurs de projet méthanisation. www.portail-mo-paca.fr

Cette initiative vise également l'accompagnement de projets de méthanisation et le lancement d'une commercialisation locale de compost en circuit court. En 2015, 6 candidatures ont été sélectionnées pour un accompagnement pour une durée de deux ans.

¹ Ce chiffre ne prend pas en compte les déchets issus de la restauration collective en dehors des collectivités publiques

FOCUS



LA MÉTHANISATION est un procédé biologique consistant à valoriser des déchets organiques pour produire à la fois de l'énergie et un engrais. Il s'agit d'une décomposition naturelle de la matière organique qui produit du biogaz et un digestat. Le biogaz peut être utilisé comme combustible pour produire de la chaleur et de l'électricité, ou après épuration, être injecté dans le réseau de gaz naturel ou utilisé comme carburant. Le digestat représente environ 80 % de la matière organique d'origine et est utilisé comme fertilisant par les agriculteurs.

1,1
million de tonnes
de déchets organiques
par an en PACA



Médiathèque

Afin de partager ses productions, le GERES rend disponible sur son site internet l'intégralité de ses publications et créations numériques. Voici quelques exemples issus de projets marquants en 2015.

RÉALISATIONS NUMÉRIQUES EN 2015

ECO-CITOYEN

Le site est une adaptation en ligne du guide papier sorti en mars 2011. Il vous permet de réaliser un auto-diagnostic de vos consommations d'énergie, de vos déchets et de vos déplacements. Cet outil a été réalisé par l'Espace Info Energie en coopération avec la communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et le soutien financier de l'ADEME, la Région et le Département www.ecocitoyen-paysdaubagne.fr



HAMMAMS DURABLES

Dédié à la modernisation énergétique des hammams, le site internet « Hammams durables » offre un soutien gratuit aux exploitants de bain qui souhaitent réaliser des économies. L'accompagnement se déroule sur trois volets avec : une étude technique, une aide à la rénovation et une aide au financement. À terme, il amène les exploitants des hammams à réduire la consommation de bois et d'eau, ainsi que les fumées noires. www.hammamsdurables.ma



LES PUBLICATIONS DU GERES EN 2015

CATALOGUE DE SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES POUR LES MÉNAGES DE KABOUL

Après 30 années de recherche en Asie centrale, ce catalogue couvre un large éventail de prix et une diversité de technologies allant de 30 à 60 % d'économies pour les meilleures combinaisons de solutions. Parfaitement adaptées aux foyers afghans, ces solutions permettent la réduction de consommation de combustible et la préservation de l'environnement naturel. Les produits sont définis selon trois critères : les économies réalisées en termes de consommation de combustible, l'investissement financier et le temps de retour sur investissement.

www.geres.eu/fr/ressources/publications/catalogue-de-solutions-energetiques-pour-les-menages-de-kaboul



L'IMPACT DU CHARBON SUR LA FORÊT DES CARDAMOMES AU CAMBODGE

Situé au centre d'une région sud-est asiatique en pleine croissance, le Cambodge change rapidement mais ces mutations sont aussi accompagnées d'inégalités sociales accrues et de déforestation non maîtrisée. Cette étude menée en anglais explore les impacts de la production de charbon de bois sur la forêt. Cette publication a été réalisée par le GERES et l'ONG cambodgienne Mlup Baitong avec le soutien du Global Forest Watch (GFW).

www.geres.eu/fr/ressources/publications/limpact-du-charbon-sur-la-foret-des-cardamomes-au-cambodge



DIAGNOSTIC ÉNERGIE DES DÉPARTEMENTS DE LINGUÈRE ET DE RANÉROU-FERLO AU SÉNÉGAL

Ce diagnostic est destiné aux acteurs (collectivités, société civile, entreprises rurales, programmes et projet) qui souhaitent planifier et mettre en œuvre des actions en matière d'accès à l'énergie et d'efficacité énergétique sur le territoire de Linguère et de Ranérou. Il fait l'état des lieux de l'offre et la demande énergétique, en tenant compte des scénarios d'évolution démographique et économique. Ainsi, des réponses aux besoins pourront s'envisager dans une vision à long terme du territoire.

www.geres.eu/fr/ressources/publications/diagnostic-energie-des-departements-de-linguere-et-de-ranero-ferlo



Les femmes et les hommes du GERES

LE CA ET LE BUREAU

Le Conseil d'administration du GERES est composé de membres bénévoles élus en Assemblée Générale.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2015 :

■ Le bureau

Président : Thierry CABIROL
Vice-président : Frédéric BOEUF
Trésorier : Sophie IBOS
Secrétaire : Éric BUCHET

■ Autres membres

Kader BEKKAR - Brigitte BLED
Jean-Claude CHASSAGNOUX - Michel DEGRAND
GUILLAUD - Swan FAUVEAUD - Michel HAMELIN
Vincent PRIORI - Jean-Paul PRUVOST - Marie-Noëlle REBOULET - Noémie ZAMBEAUX

■ Délégation unique du personnel

Collège « Salariés France » :

Titulaires : Auria POIRIER et Marie-Maud GÉRARD
Suppléante : Sophie GASQUET

Collège « Expatriés » :

Titulaire : Julien JACQUOT
(GERES Expertise)

LES EFFECTIFS DU GERES

Au 31 décembre 2015, le GERES compte

148 collaborateurs et collaboratrices directs

dont **51** femmes et **97** hommes.

37
personnes
travaillent
en France

21 salariés et **2** stagiaires pour le Siège
1 bénévole
14 salariés pour GERES Europe Méditerranée et GERES Expertise

111
personnes
travaillent
à l'étranger

85 sous contrat local
20 sous contrat expatrié
3 sous contrat de Volontariat de Solidarité Internationale (VSI)
1 sous convention de stage
2 sous contrat de consultance

L'ORGANIGRAMME

Conseil d'Administration
Thierry CABIROL
Président

Direction Générale
Mathieu RUILLET
Délégué Général

Laurence TOMMASINO
Déléguée Générale Adjointe

SIÈGE

Service Admin & Financier (SAF)
Sabrina HEUZEY
Directrice

Service Ressources Humaines (RH)
Vanessa FRANCISCO
Directrice

Service Développement (DEV)
Antoine MARTIN-CHAVE
Directeur

RÉGIONS

Afrique de l'Ouest (GAO)
Grégoire GAILLY
Directeur régional

GERES Bénin (GBN)
Raymond AZOKPOTA
Directeur pays

GERES Mali (GML)

GERES Sénégal (GSN)
Cécile HENRIOT
Représentante pays

Asie Centrale (GCA)
GERES Afghanistan (GAF)
Matthieu BARBARY
Directeur pays

GERES Mongolie (GMN)
Andrea VERONELLI
Représentant pays

GERES Tadjikistan (GTJ)
Armand BLONDEAU
Représentant pays

Asie du Sud-Est (GSA)
Charlotte NIVOLLET
Directrice régionale

GERES Cambodge (GKH)
Bunthoeun SIM
Directeur pays

GERES Myanmar (GMM)
Georgi DHZARTOV
Représentant pays

Europe Méditerranée (GEM)
Guillaume BASTARD
Directeur régional

GERES France (GFR)

GERES Maroc (GMA)

GERES Expertise (GEX)
Julien JACQUOT
Directeur

Conseils techniques
Vanessa LAUBIN
Coordinatrice

StovePlus

ECODEV
Romain CRES
Responsable programme

Rapport financier

Le budget atteint 9,7 M€.

Il retrouve un niveau comparable avec l'année 2013, après une année 2014 qui avait été marquée par un fort développement du volume d'activités en Asie Centrale.

Depuis 2014, l'Asie Centrale représente la première région d'activités, avec un tiers du total des emplois, devant l'Asie du Sud Est qui reste historiquement une des principales régions d'activité. Le reste des emplois se répartit à parts égales entre les régions Europe-Méditerranée, Afrique de l'Ouest et l'unité transversale d'Expertise.

Les frais de fonctionnement et de recherche de fonds représentent 13% du budget total,

leur augmentation s'explique notamment par une année de transition importante pour l'association, avec l'arrivée d'un nouveau délégué général et la création d'un poste d'adjoint.

Le GERES est excédentaire pour son exercice comptable 2015,

avec un résultat qui exceptionnellement (cf encadré ci-dessous) s'élève à 241 K€, ce qui conforte la tendance amorcée en 2014 et répond à la stratégie financière de l'association de renforcement des fonds propres.

Le résultat

Sur les dernières années, l'association s'est retrouvée face au constat de la fragilité de sa structure financière, représentée notamment par le niveau insuffisant de ses fonds propres, répercuté directement sur sa trésorerie.

Le diagnostic révélant très clairement un besoin de consolidation du haut de bilan, le GERES s'est fixé comme objectif de dégager un résultat permettant de répondre à ce besoin.

Le projet New Lao stove étant clos, il a ainsi été décidé pour la première fois depuis 10 ans d'intégrer au résultat une part des produits issus de la vente des reliquats de crédits carbone.

L'excédent de 241 K€ est constitué pour 227 K€ de ces produits de vente de crédits carbone, ce qui représente moins de 3% des revenus de la finance carbone depuis ses débuts au GERES.

Les perspectives

Le renforcement de sa capacité financière reste un objectif stratégique pour le GERES.

L'année 2016 devrait être la dernière année offrant l'opportunité de ventes significatives de stocks de crédits carbone issus des projets menés à terme, avec un traitement comptable identique à celui opéré sur 2015.

Pour construire l'avenir, une réflexion est menée afin d'assurer une meilleure couverture des dépenses de l'association à travers les différents projets mis en oeuvre, par une meilleure valorisation de notre expertise et par la mobilisation de fonds non dédiés.

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Les emplois

EMPLOIS	2015		2014		Écart 2015 - 2014	Affectation des dons collectés auprès du public en 2015
1- MISSIONS SOCIALES	8 214 148	85 %	9 580 909	89 %	-14 %	45 395
France & Europe	533 153		846 787		-37 %	3 882
Pays en Développement	7 680 995		8 734 123		-12 %	41 513
- Maroc	500 484		158 154		216 %	489
- Afrique de l'Ouest	1 025 721		1 127 239		-9 %	19 431
- Asie Centrale	3 175 876		3 759 620		-16 %	10 841
- Asie du Sud-Est	1 837 946		2 394 829		-23 %	10 752
- Expertise	1 140 968		1 294 281		-12 %	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	96 946	1 %	100 674	1 %	-4 %	37974
- Frais d'appel à la générosité du public	10 825		11 797		-8 %	10 825
- Frais de recherche des autres fonds privés	86 121		88 877		-3 %	27 149
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 138 585	12 %	1 009 658	9 %	13 %	-
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	241 526	2 %	28 237	0,3 %		
TOTAL EMPLOIS EN €	9 691 205	100 %	10 719 478	100 %	-10 %	
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public						83 369
TOTAL EMPLOIS EFFECTIFS EN € (Hors excédent, stock, provisions, engagement à réaliser)	8 552 484	88 %	9 899 862	92 %	-14 %	

Les emplois effectifs diminuent de 14% entre 2014 et 2015. Ils restent toutefois supérieurs à leur niveau de 2013, avec un budget effectif d'activités qui atteint 8,6 M€ en 2015. Ce budget correspond aux dépenses effectivement engagées : il ignore les provisions, les fonds dédiés, les variations de stock et l'excédent de l'exercice.

— Cette diminution concerne toutes les régions, à l'exception des activités au Maroc, qui connaissent un fort développement notamment avec le démarrage du projet de ville durable SUDEP, qui bénéficie d'un financement de l'Union Européenne à hauteur de 1,1M€ sur 3 ans. Le projet Hammams durables, soutenu par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) avec 1M€ de cofinancement, est entré dans sa deuxième année, avec un développement significatif de ses activités.

— Les activités en Asie centrale se maintiennent comme la première région d'activité avec le programme de développement rural Central Highlands mené en Afghanistan en partenariat avec 2 autres ONG et financé par l'Agence Française de Développement (AFD).

— Depuis 2014, l'Asie du Sud-est et l'Europe connaissent l'arrivée à terme d'importants programmes, comme New Lao Stove ou Sustainable Forest Management pour l'Asie du Sud-Est, Achieve pour l'Europe, ce qui explique une diminution importante des emplois sur ces régions.

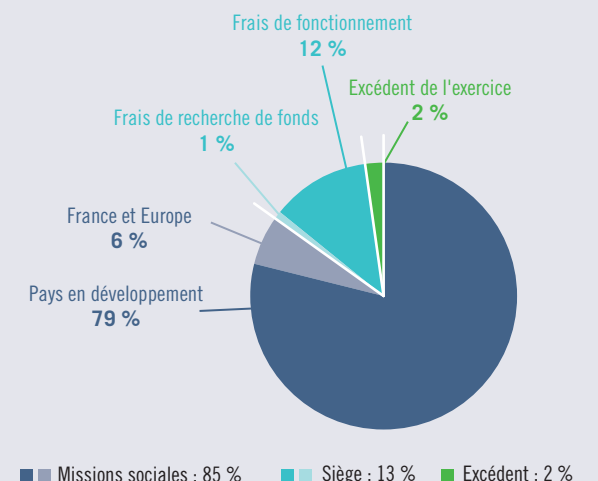
— La région Afrique de l'Ouest connaît une deuxième année de transition avec par exemple la fin du projet Alterre Jatroref, avant de relancer plusieurs projets dans la région de Koutiala en 2015 et 2016.

— Après une forte année d'activité en 2014 sur le projet Stove Plus et sur le projet de plaidoyer Commission Climat Développement, les emplois pour l'unité Expertise diminuent de 12%. Si le programme ECODEV, sous Convention Programme cofinancée par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 1,8M€, a démarré au cours du deuxième trimestre 2015, il prendra véritablement de l'ampleur en 2016.

Répartition des emplois en 2015

Les frais de fonctionnement représentent 12% du budget total et s'élèvent à 1,1M€. Ils retrouvent un niveau représentatif des besoins en fonctions supports pour appuyer les activités sur le terrain et assurer le renforcement du modèle économique du GERES. Cette évolution est illustrée par la création de deux nouveaux postes, au contrôle de gestion et à la direction générale.

Depuis trois exercices, les frais de recherche de fonds se maintiennent et représentent 1% du budget total.



RESSOURCES	2015		2014		Écart 2015 - 2014	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2015
1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	83 369	1 %	93 701	1 %	-11 %	83 369
- Dons manuels non affectés	37 974		49 479		-23 %	37 974
- Dons manuels affectés	45 935		44 222		3 %	45 395
2- SUBVENTIONS	7 334 154	75 %	7 486 912	70 %	-2 %	
- Publiques	5 700 448		6 470 230		-12 %	
- Privées	1 663 706		1 016 682		61 %	
3- PRODUCTION VENDUE	1 056 700	11 %	1 030 681	10 %	3 %	
- Crédits carbone	415 667		187 309		122 %	
- Prestations de service	641 033		843 372		-24 %	
4- AUTRES PRODUITS	1 216 983	13 %	2 108 186	20 %	-42 %	
- Report des ressources non réalisées des exercices antérieurs	401 202		1 130 171		-65 %	
- Stock de produits finis	-		621 168		-100 %	
- Reprise des provisions	671 310		228 340		194 %	
- Autres produits d'activité	144 471		128 507		12 %	
INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-	0 %				
TOTAL RESSOURCES EN €	9 691 205	100 %	10 719 480	100 %	-10 %	
Total des ressources collectées auprès du public						83 369
TOTAL RESSOURCES EFFECTIVES EN € (Hors déficit, stock, reprise de provisions, report des ressources non réalisées des années antérieures)	8 618 694	89 %	8 739 801	82 %	-1 %	

Les ressources effectives d'activité s'élèvent à 8,6 M€ en 2015, elles restent stables par rapport à 2014.

— Les subventions représentent plus de 85% des ressources effectives d'activité, avec un poids nettement majoritaire des subventions publiques, qui comptent pour 66% des ressources effectives d'activité. La diminution des subventions publiques de 6 470 K€ à 5 700 K€ (-12%) et l'augmentation des subventions privées de 1 017 K€ à 1 634 K€ (+61%) ne sont que le reflet de la traduction comptable d'affectation des subventions sur des projets pluriannuels, compte tenu de l'acquisition des cofinancements privés tout au long de la durée de vie des projets.

— Les ventes de crédits carbone affichent une reprise significative, permise par la vente d'importants volumes en 2015 (et 2016). Ils représentent près de 5% du total des ressources effectives d'activité en 2015.

— Le chiffre d'affaires représenté par les prestations de service diminue, passant de 843 K€ en 2014 à 641 K€ en 2015. Cette évolution s'explique essentiellement par la fin du programme Sustainable Forest Management, qui représentait 354 K€ de chiffre d'affaires en 2014 avec la Forestry Administration du Cambodge, ainsi que par un ralentissement constaté sur la région Europe-Méditerranée. Parallèlement, l'unité Expertise affiche une augmentation de 13% avec un chiffre d'affaires de 196 K€ en 2015.

— Les dons manuels issus de la générosité du public restent faibles au regard du total des ressources.

— Les autres produits (1 217 K€) sont constitués essentiellement des reprises de provisions (671 K€). Pour 667 K€, il s'agit de reprises de provisions sur risque d'inventus de crédits carbone, avec une augmentation directement liée à la reprise des ventes de crédits carbone en 2015. (Une provision pour risque d'inventus est constituée à chaque entrée

de stock de crédits carbone, pour pallier l'incertitude de ce marché volatil, avant d'être annulée au moment de la vente effective.)

Le report des ressources non réalisées des années antérieures (reprise de fonds dédiés) est en nette diminution en 2015. Cette variation s'explique par le redimensionnement des activités au Cambodge, qui sont financées en 2015 à hauteur de 401 K€ par ces fonds dédiés, contre 867 K€ en 2014.

L'exercice 2015 ne constate aucune entrée de stock de crédits carbone, compte tenu de l'absence de génération de nouveaux crédits sur les projets en cours.

Les autres produits d'activité s'élèvent à 144 K€ et sont constitués de remboursements de frais (53 K€), de produits financiers (17 K€), de transferts de charge (10 K€), de produits exceptionnels (3 K€) et d'autres produits annexes d'activité (60 K€).

BILAN

Le bilan atteint 13,7 M€ au 31/12/2015.

La situation financière s'assainit à travers les réalisations suivantes:

- le dégagement d'un **résultat excédentaire pour 241,5 K€** en 2015 qui permet de répondre directement au besoin de **renforcement des fonds propres**,

- la levée d'**emprunts bancaires**, facilitée par ESIA, pour un total de **300 K€**, et l'arrêt du recours aux cessions de créances Dailly et aux autorisations de découvert bancaire,

- une **nette amélioration de la trésorerie nette** permise :
- par **l'augmentation du fonds de roulement** (grâce au résultat excédentaire dégagé),

- par la **diminution significative du besoin en fonds de roulement**, qui devient négatif.

Cette évolution avait été anticipée dès 2014 avec d'importants paiements attendus sur les conventions de financement avec les bailleurs de fonds publics. D'autre part, les produits constatés d'avance deviennent supérieurs aux créances d'exploitation, ce qui traduit une inversion de la situation par rapport à 2014 : le GERES a pu engager des dépenses tout en recevant les avances de trésorerie nécessaires de la part des bailleurs de fonds.

Si ce constat est très positif à la clôture de l'exercice 2015, il est néanmoins nécessaire de rappeler que l'activité de l'association reste dépendante du cycle des projets, avec la nécessité de mainte-

nir un fonds de roulement permettant de répondre aux besoins de trésorerie tout au long de ce cycle.

Parallèlement les fonds dédiés diminuent de 57% : ils continuent de financer essentiellement les activités au Cambodge et ne demandent pas à être reconstitués, du fait du retour de la région vers un schéma organisationnel et de financement plus classique.

La diminution du niveau des stocks et celle des provisions pour risques sont à analyser ensemble: les entrées en stock des crédits carbone étant provisionnées à 100%, les provisions sont extournées au fur et à mesure de la vente de ces crédits et donc de leur sortie des stocks.

ACTIF	2015	2014	Écart 2015 -2014
ACTIF NET IMMOBILISÉ EN €	36 170	39 009	-7%
Encours de production de services	46 029	10 674	331%
Stock de produits finis	1 253 542	1 921 435	-35%
Créances d'exploitation	9 835 789	14 500 155	-32%
Produits à recevoir	214 028	477 172	-55%
Charges constatées d'avance	27 199	42 233	-36%
Disponibilités	2 265 235	588	385 164%
ACTIF NET CIRCULANT EN €	13 641 823	16 952 257	-20%
TOTAL ACTIF NET EN €	13 677 993	16 991 266	-19%

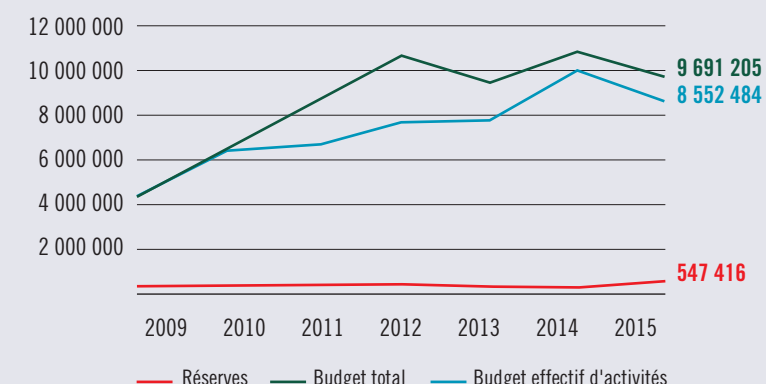
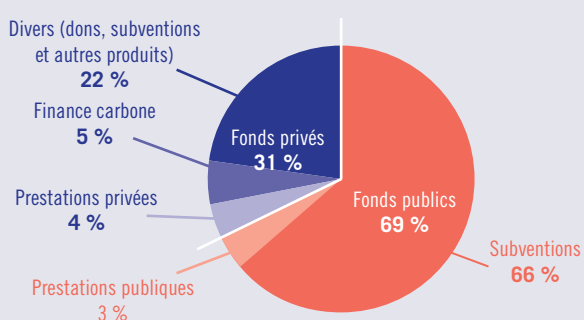
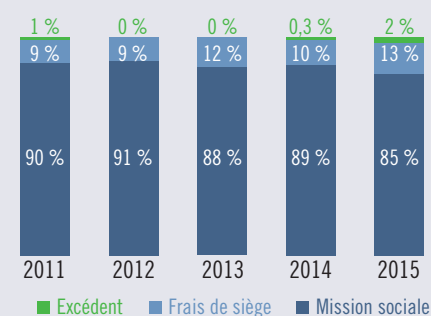
PASSIF	2015	2014	Écart 2015 -2014
Fonds social	305 890	277 653	10%
Résultat de l'exercice	241 526	28 237	755%
FONDS ASSOCIATIFS EN €	547 416	305 890	79%
Provisions pour fin de carrière	84 891	80 293	6%
Provisions pour risques	1 480 212	2 053 269	-28%
Fonds dédiés	219 391	509 832	-57%
PROVISIONS EN €	1 784 494	2 643 394	-32%
Dettes auprès des établissements de crédit	296 083	462 806	-36%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	208 371	284 022	-27%
Dettes fiscales et sociales	386 812	438 630	-12%
Produits constatés d'avance	10 454 817	12 856 524	-19%
DETTES EN €	11 346 083	14 041 982	-19%
TOTAL PASSIF NET EN €	13 677 993	16 991 266	-19%

Les réserves

Les réserves amorcent leur consolidation au 31/12/2015. Elles restent néanmoins inférieures à un mois d'activité.

Le renforcement des fonds propres reste ainsi un objectif principal de la stratégie financière de l'association, qui sera appuyée en 2016 sur de nouvelles ventes de crédits carbone, tout en poursuivant l'amélioration des équilibres financiers.

EVOLUTION DU BUDGET ET DES RÉSERVES EN €

ORIGINE DES RESSOURCES EFFECTIVES D'ACTIVITÉ EN 2015
(hors reprise de provisions, fonds dédiés et variations de stock)ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DES RESSOURCES
DE 2011 À 2015

PARTENAIRES FINANCIERS

Dans un contexte de financement contraint des organisations et projets de solidarité, le GERES salue chaleureusement l'engagement croissant, à ses côtés, des fondations, fonds de dotation et entreprises, ses 71 partenaires fidèles et nouveaux venus, qu'il remercie pour leur confiance et leur soutien indispensables à la qualité de ses interventions.

Associations et partenaires privés

- 13 Habitat
- AG2R La Mondiale
- Bolivia Inti
- Bouygues Bâtiment Sud Est
- CFSI — Comité Français pour la Solidarité Internationale
- Crédit coopératif
- ECODIS
- EDF
- Engie
- Erilia
- Fondation Abbé Pierre
- Fondation EDF – HELP
- Fondation Good Planet
- Fondation Legallais
- Fondation Linda Norgrove
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- Fondation Louis-Dreyfus
- Fondation NEXANS
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- Fondation Raja – Danièle Marcovici
- Fondation Un monde par tous
- Fondation Veolia Environnement
- Fonds Blue Moon
- Fonds de dotation Humus
- Fonds de dotation Itancia
- Fonds de dotation Solidarity Accor
- Fonds de dotation Synergie solaire
- HMP — Habitat Marseille Provence
- Institut Robin des Bois
- LOGIREM
- NEXUS
- Projets Solidaires
- TATE

Organismes de coopération bi et multilatérale

- AFD — Agence Française de Développement
- Banque Mondiale
- CEREEC — Centre Régional pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique
- DCI Principauté de Monaco
- FEM — Fonds pour l'Environnement Mondial
- FFEM — Fonds Français pour l'Environnement Mondial
- Fonds néerlandais Daey Owens
- GACC — Alliance mondiale pour les foyers de cuissons améliorés
- GHACCO — Alliance Ghanéenne pour les foyers de cuissons améliorés
- ICCO — Organisation inter-églises de coopération au développement
- IED — Innovation Energie Développement
- OFID — Fonds de l'OPEP pour le Développement International
- PNUD — Programme des Nations Unies pour le Développement
- UNEP — Programme des Nations Unies pour l'environnement

Organismes publics et professionnels français

- ADEME — Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
- ADEME PACA — Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Anah — Agence nationale de l'habitat
- CETA Aubagne
- DRAAF — Direction Régionale Agriculture Alimentation Forêt
- ESIA
- Expertise France
- MEDDE — Ministère de l'Écologie du Développement Durable et de l'Énergie

Collectivités territoriales françaises

- Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- Communauté de Communes Provence-Luberon-Durance
- Communauté du Pays d'Aix
- Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Département des Bouches-du-Rhône
- MPM — Marseille Provence Métropole
- MRU — Marseille Rénovation Urbaine
- RRA — Région Rhône-Alpes

Institutions et pouvoirs publics dans les pays de coopération

- Ambassade de Nouvelle-Zélande à Moscou
- AusAid — Agence Australienne pour le Développement International
- GlZ — Agence allemande pour la coopération internationale
- Ministère cambodgien des Mines et de l'Energie
- Ministère des Affaires étrangères danois
- Ministère du Climat de l'Energie et du Bâtiment du Danemark
- UE — Union Européenne

PARTENAIRES TECHNIQUES

Le GERES remercie ses 116 partenaires techniques :

- ACBAR — Organe de coordination des secours et de développement en Afghanistan
- Accueil et Rencontres
- ADEME — Agence de l'environnement et de la Maîtrise de l'Energie
- ADEME — Direction régionale Provence-Alpes Côte d'Azur
- ADEREE — Agence nationale pour le développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique, Maroc
- ADL — Association de Développement Local de Chefchaouen
- AERMC — Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- AFIFI Frères
- AFOVERT
- ALEC — Agence Locale de l'Énergie et du Climat
- AMA — Association Micro-finance Afghanistan
- AMADER — Agence MALienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Electrification Rurale
- AMEDD — Association Malienne d'Éveil au Développement Durable
- AMEV — Association Marocaine des Ecoville
- ANADEB — Agence Nationale de Développement des Biocarburants du Mali
- APEAS — Agence Provençale pour une Économie Alternative et Solidaire
- ARCBTD — Association Régionale de Casablanca des Bains et Douches Traditionnels
- ASDP Nau — Agence pour le Soutien au Processus de Développement
- Association des producteurs et distributeurs de foyers améliorés
- Associations de Propriétaires de Hammams
- AVN — Association La Voûte Nubienne
- AVSF — Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
- BDM — Bâtiments Durables Méditerranéens
- Bio de Provence
- CADER — Centres agricoles régionaux pour le développement rural
- Caritas République Tchèque
- CAVM — Centre d'Animation du Vieux Moulin
- CeRPA Zou Collines — Centre Régional de Promotion de l'Agriculture
- Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône
- Chambre de l'agriculture et de la foresterie de Maribor, Slovénie
- CIRAD — Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
- CLER — Réseau pour la Transition Energétique
- Club de Kyoto, Italie
- CNESOLER — Centre National de l'Énergie SOLaire et des Énergies Renouvelables
- Commune de Konséguela
- Compost'Ere
- Conseils Nationaux pour le Développement Durable des Nations Unies
- CPIE Rhône Pays d'Arles — Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement
- Croq'Jardin
- CRPF — Centre Régional de la Propriété Forestière
- CUC — Commune urbaine de Chefchaouen
- Départements de Linguère et de Ranérou-Ferlo
- DGE — Direction Générale de l'Energie du Bénin
- Direction de l'Agriculture de l'Arkhangai
- Direction de la Santé de l'Arkhangai
- DISPREL
- DOMENE
- DREAL PACA — Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Écopolénergie
- EMAS — Ecole Mobile d'Eaux et d'Assainissement
- Enerplan
- EnSEn — Association Énergie Solidarité et Environnement
- Envirobat Méditerranée
- Épluchures
- FBTP 13 — Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics des Bouches-du-Rhône
- Fédération des Éleveurs de l'Arkhangai
- Fédération nationale des propriétaires exploitants de bains traditionnels
- FFB Provence-Alpes-Côte d'Azur — Fédération Française du Bâtiment
- GESPER — Gestion de l'environnement en Région
- GIE PFA — Groupement d'Intérêt Economique Projet Foyers Améliorés
- GRAINE PACA
- Hierro
- IDE-E — Institut pour le Développement, l'Environnement et l'Energie
- IER — Institut d'Economie Rurale
- IFB Malick Sidibé — Institution de Formation Professionnelle
- In Vivo - Denis Savanne
- Institut d'hydro-ingénierie de Sarajevo
- Institut de planification physique du comté de Koprivnica
- Križevci, Croatie
- Institut technologique du Cambodge
- Intercommunalité de Miniankala Kafo
- IRAM — Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de Développement
- IZUBA énergies
- Jardilien
- Le Loubatas
- Les Jardins de l'Espérance
- MADERA
- Médiance 13
- Ministère de l'Agriculture de la Forêt et de la Pêche du Cambodge
- Ministère de l'Environnement du Cambodge
- Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie du Cambodge
- Ministère de la Réhabilitation Rurale et du Développement de l'Afghanistan
- Municipalité de Kaboul
- Municipalité de Lakatamia, Chypre
- Municipalité de Meyrargues
- Municipalité de Simiane
- Municipalités de Zakpota, Zangnanado et Covè (département du Zou, Bénin)
- Mutuelle d'Épargne et de crédit Kafo Jignew
- NAMAC — Association Mongole des Coopératives Agricoles
- Naturoscope
- Oléo-Déclic
- Orgaterre
- PADES — Programme Autoproduction et Développement Social
- PARIFOUR
- Peppermint
- Planète Bois
- Qualibat
- Qualit'EnR
- Réseau national des Espaces Info Energie
- Réseau régional des Espaces Info Energie en Provence-Alpes-Côte d'Azur
- RMO — Organisation pour le Mouvement Rural en Afghanistan
- Robins des Villes
- Santé Sud
- SEMA
- SOFACUIS
- SOLIBRI
- Solidarités Internationales
- SRICA — Institut de Recherche Scientifique pour la Construction et l'Architecture
- TTU — Université Technique du Tadjikistan
- UFC Que Choisir
- UGB — Université Gaston BERGER
- ULB — Université Libre de Bruxelles
- UNEP — Union Nationale des Entreprises du Paysage
- Unité Kognoumani, Mali
- Université d'agriculture de Tirana, Albanie
- Université technique de Crète, Grèce
- Viviane Hamon Conseil

Les crédits :

Rédaction collective

Coordination GERES : Audrey Onillon

Traduction anglaise : Jean Lubbock

Conception graphique et réalisation : Raphaëlle Viala

Crédits photographiques :

Couverture : John Walker_Shutterstock.com

© GERES/France 4

© GERES/Fertil Ink

© Baraquito

© Microsol/Annabelle Avril

© GERES/Alexander CROOK

© GERES/Oriane Zerah

© GERES/Lolita Guyon

Publié en juillet 2016

Impression : Pure Impression, papier certifié PEFC.



Ce document a été éco-conçu conformément à la charte environnementale du GERES afin de minimiser ses impacts négatifs sur l'environnement.



**Des défis majeurs,
des transitions en marche**

www.geres.eu



Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités
2 cours Foch – 13400 Aubagne – France
Tél. : +33 4 42 18 55 88 / Fax : +33 4 42 03 01 56
contact@geres.eu